



**CONTRAT régional
DE SOLIDARITÉ
territoriale**



CONTRAT régional DE SOLIDARITÉ territoriale

**PAYS VENDÔMOIS
2016-2022
AVENANT N°3**



Plus qu'une Région, une chance pour les territoires

www.regioncentre-valdeloire.fr



**CONTRAT REGIONAL DE SOLIDARITÉ TERRITORIALE
PAYS VENDOMOIS
2016 – 2022**

AVENANT N°3

Entre

La Région Centre-Val de Loire, 9 rue Saint Pierre Lentin, 45041 ORLEANS CEDEX 1, représentée par Monsieur François BONNEAU, Président du Conseil régional, dûment habilité par délibération de la CPR n°19.07.26.70 du 5 juillet 2019

Et

Le Syndicat du Pays Vendômois, représenté par Madame Isabelle MAINCION, Présidente, dûment habilitée par délibération du 16 décembre 2015

La Ville de Vendôme, représentée par Monsieur Laurent BRILLARD, Maire, dûment habilité

La Communauté d'agglomération des Territoires Vendômois, représentée par Monsieur Laurent BRILLARD, Président, dûment habilité par délibération en date du 23 septembre 2019

La Communauté de Communes des Collines du Perche, représentée par Monsieur Jean LEGER, Président, dûment habilité par délibération en date du 19 septembre 2019

La Communauté de Communes du Perche et du Haut-Vendômois, représentée par Monsieur Alain BOURGEOIS, Président, dûment habilité par délibération en date du 1er avril 2019

VU :

L'article 107.1 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE),

La délibération du Conseil régional DAP n°15.05.05 du 18 décembre 2015 portant délégation par l'Assemblée d'une partie de ses attributions à la Commission permanente régionale,

La délibération de l'Assemblée plénière DAP n° 16.01.02 du 4 février 2016 approuvant le règlement financier de la Région,

La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment son article 10,

Le budget de la Région et s'il y a lieu ses décisions modificatives,

La délibération du Conseil régional DAP n°17.05.03 du 21 décembre 2017 modifiant le cadre d'intervention de la politique des Contrats Régionaux de Solidarité Territoriale,

La délibération CPR n°16.04.26.28 du 20 mai 2016 relative à la décision de la Région sur le programme d'actions présenté sur le territoire de Pays du Vendômois,

La délibération DAP n°16.04.07 du 13 octobre 2016 relative au dispositif « A vos ID »,

Le Contrat signé le 7 septembre 2016 et ses deux avenants signés le 7 mars 2017 et le 7 Novembre 2018.

La délibération CPR 19.07.26.70 du 5 Juillet 2019 relative au Bilan à mi-parcours du CRST du Pays Vendômois.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Le Présent avenant définit les modalités d'exécution du Contrat à compter de la date de validation par la Commission Permanente Régionale du bilan à mi-parcours soit le 5 juillet 2019.

Article 1 : OBJET

Le présent Contrat Régional de Solidarité Territoriale du Pays du Vendômois définit notamment les conditions dans lesquelles d'une part, les acteurs du territoire apportent leur contribution à la mise en œuvre de politiques d'intérêt régional, et d'autre part, la Région apporte son soutien financier à la réalisation des programmes d'actions portés par les acteurs locaux.

Il constitue une traduction opérationnelle de la rencontre entre les stratégies régionales (en matière notamment d'aménagement du territoire, de développement économique, d'Internationalisation et d'Innovation, de développement touristique, de biodiversité, de transition énergétique et écologique, d'alimentation ...) et les projets locaux de territoire.

Article 2 : LES ENGAGEMENTS DES SIGNATAIRES

Le programme d'actions adossé au présent contrat a fait l'objet d'une élaboration partagée, entre la Région, le/les EPCI du territoire, regroupés le cas échéant sous la forme d'un PETR ou d'un Syndicat de Pays, la(les) Ville(s) Pôle(s) de centralité ou d'animation et le Parc naturel régional le cas échéant.

LES ENGAGEMENTS DE LA RÉGION :

- la Région apporte sa **contribution financière** à la réalisation des opérations proposées par le territoire, répondant aux priorités qu'elle a définies au titre de sa politique d'aménagement du territoire et s'inscrivant dans le programme d'actions annexé
- La Région dispose **de services régionaux territorialisés**, dans chacun des chefs-lieux de département, afin d'accompagner au mieux et dans la proximité les acteurs locaux dans l'élaboration et la mise en œuvre du Contrat,
- le Président du Conseil régional **désigne 2 élus régionaux**, dont un référent pour le territoire de contractualisation.
- la Région, avec l'appui des fonds européens, met à disposition de l'ensemble des acteurs des territoires, élus, techniciens, monde professionnel et associatif ... les ressources proposées par le réseau OXYGENE (réseau régional des acteurs du développement territorial), pour faire écho aux initiatives développées sur les territoires, permettre le partage d'expériences, favoriser la mise en réseau et les synergies entre acteurs.

LES ENGAGEMENTS DES CO-SIGNATAIRES :

Associés au dialogue et à la négociation du contrat avec la Région, les acteurs locaux co-signataires se rendent solidaires des objectifs poursuivis et approuvent les moyens proposés pour atteindre les objectifs partagés du Contrat.

En termes de moyens d'animation du Contrat :

- **Les co-signataires désignent un technicien référent** (ayant un profil de développeur territorial) qui assure, en lien avec le chargé de mission aménagement du territoire de la Région, le suivi administratif, technique, et financier du Contrat. Il est chargé en particulier de relayer les priorités et modalités d'intervention régionales auprès des maitres d'ouvrage, et de les accompagner dans l'élaboration de leur dossier de demande de subvention. Au contact quotidien des acteurs locaux, il a vocation à susciter des synergies ainsi que des initiatives répondant aux attendus du dispositif A Vos ID.
- En cas de financement régional de cette mission, il est chargé par les co-signataires de mettre en œuvre la feuille de route annuelle dont les objectifs sont approuvés dans la convention de financement. Elle s'appuie sur un dialogue entre la Région et le territoire sous la forme de, au minimum, **2 entretiens annuels** avec les services de la Région, permettant le suivi partagé des objectifs contractualisés, notamment le suivi du Contrat et l'animation du dispositif A Vos ID.

En termes de suivi du Contrat :

- Un **bilan annuel d'exécution** du Contrat est communiqué en Comité Syndical ou en Conseil communautaire à l'échelle du territoire de contractualisation.

En termes de limitation des surfaces artificialisées :

- Les co-signataires **s'engagent sur un objectif de limitation des surfaces artificialisées** en priorisant les opérations dans le tissu urbain existant, les projets concourant à consommer des espaces à vocation agricole ou naturelle étant limités quantitativement.
- A ce titre, les maitres d'ouvrage des opérations s'engagent à **renseigner pour chaque dossier la surface artificialisée** par le projet sur les espaces agricoles ou naturels.

En termes de lisibilité de l'action régionale et de communication :

- Les co-signataires du Contrat s'engagent à diffuser largement auprès des maitres d'ouvrage potentiels **la nécessité pour la Région d'être présente aux manifestations relatives aux projets financés** et d'être associée à la définition des dates de visites, signatures, inaugurations ...avec intégration du logo de la Région sur les cartons d'invitation et sur tous documents s'y référant.
- Le financement régional est conditionné, pour les opérations immobilières et d'aménagement portées par les collectivités et les bailleurs sociaux, à la mise en place pendant la durée du chantier d'un panneau de communication régionale.

- Les co-signataires attestent avoir pris connaissance du fait que, si les 2 conditions ci-dessus ne sont pas remplies, la Région se réserve la possibilité de ne pas verser le solde de la subvention ou de demander le remboursement de tout ou partie de celle-ci.
- Après attribution des subventions en Commission permanente, il peut être organisé, en présence des co-signataires, des manifestations pour la signature entre la Région et le maître d'ouvrage de conventions spécifiques d'attribution de subventions relatives à des opérations significatives ou innovantes.

En termes de financement :

- Les co-signataires attestent avoir pris connaissance de la possibilité pour la Région de récupérer, au prorata de la subvention qu'elle aura octroyée, les certificats d'économie d'énergie (CEE) liés aux opérations qu'elle finance notamment dans le cadre du Plan isolation des bâtiments publics et de la réfection d'éclairage public.

LES ENGAGEMENTS CONJOINTS EN TERMES DE GOUVERNANCE PARTAGÉE :

Un Comité de pilotage territorial co-présidé et co-animé par les élus régionaux et par les co-signataires, est mis en place pour suivre l'élaboration et l'avancement du Contrat. Il se réunit régulièrement en tant que de besoin, et a minima une fois par an, afin :

- de prendre connaissance de l'avancée et de la mise en œuvre des stratégies locales (agenda 21, plan climat territorial, Trame Verte et Bleue ...)
- de veiller à la dynamique autour du Contrat (informations des maîtres d'ouvrage, dialogue avec les acteurs locaux, suivi de l'avancée opérationnelle des projets majeurs ...)
- de partager les effets des opérations financées au titre du Contrat.

Ce comité de pilotage territorial peut également être réuni, dans une configuration pouvant être élargie, pour partager le suivi d'autres approches territoriales (en matière économique, environnementale ...).

Article 3 : PERIMETRE

Le Contrat s'applique au territoire des communes suivantes :

***Population municipale recensement de la population 2014 – INSEE 2017**

ECPI	Nom de la commune	Population municipale*
Collines du Perche 6 275 habitants 16 communes ante 2018 11 communes post 2018	Arville (commune nouvelle Coëtron-au-Perche au 01/01/2018)	70
	Baillou	251
	Beauchêne	182
	Boursay	181
	Choue	529
	Cormenon	707
	Le Gault-Perche	323
	Mondoubleau	1 452
	Oigny (commune nouvelle Coëtron-au-Perche au 01/01/2018)	93
	Le Plessis-Dorin	175
	Saint-Agil (commune nouvelle Coëtron-au-Perche*)	270
	Saint-Avit (commune nouvelle Coëtron-au-Perche au 01/01/2018)	102
	Saint-Marc-du-Cor	186
	Sargé-sur-Braye	1 056
	Souday (commune nouvelle Coëtron-au-Perche au 01/01/2018)	519
CC du Perche et Haut Vendômois 9 284 habitants 23 communes	Le Temple	179
	Bouffry	144
	Brévainville	171
	Busloup	432
	La Chapelle-Enchérie	204
	La Chapelle-Vicomtesse	180
	Chauvigny-du-Perche	227
	Droué	990
	Fontaine-Raoul	213
	La Fontenelle	194
	Fréteval	1 149
	Lignièrès	400
	Lisle	195
	Moisy	346
	Morée	1 100
	Ouzouer-le-Doyen	238
	Pezou	1 115
	Le Poislay	194
	Renay	163
	Romilly	180
	Ruan-sur-Eggonne	94
	Saint-Hilaire-la-Gravelle	702
	Saint-Jean-Froidmentel	516
CA Territoires Vendômois 54 818 habitants 66 communes	Villebout	137
	Ambloy	182
	Areines	601
	Artins	269
	Authon	704
	Azé	1 096
	Bonneveau	486
	Cellé	239
	Coulommiers-la-Tour	527
	Couture-sur-Loir	412
	Crucheray	392

CA Territoires
Vendômois
54 818 habitants
66 communes

Danzé	709
Épuisay	799
Les Essarts	109
Faye	237
Fontaine-les-Coteaux	356
Fortan	283
Gombergean	196
Les Hayes	184
Houssay	391
Huisseau-en-Beauce	413
Lancé	461
Lavardin	192
Lunay	1 278
Marcilly-en-Beauce	353
Mazangé	914
Meslay	309
Montoire-sur-le-Loir	3 842
Montrouveau	146
Naveil	2 253
Nourray	116
Périgny	186
Pray	293
Prunay-Cassereau	626
Rahart	306
Rocé	222
Les Roches-l'Évêque	278
Saint-Amand-Longpré	1 236
Saint-Arnoult	315
Saint-Firmin-des-Prés	857
Saint-Gourgon	117
Saint-Jacques-des-Guérets	90
Saint-Martin-des-Bois	616
Saint-Ouen	3 308
Saint-Rimay	291
Sainte-Anne	416
Sasnières	107
Savigny-sur-Braye	2 097
Selommes	830
Sougé	475
Ternay	337
Thoré-la-Rochette	881
Tourailles	132
Tréhet	112
Troo	307
Vendôme	16 879
Villavard	130
La Ville-aux-Clercs	1 298
Villechauve	290
Villedieu-le-Château	405
Villemardy	275
Villeporcher	153
Villerable	534
Villeromain	247
Villetrun	319
Villiers-sur-Loir	1 140
Villiersfaux	264
TOTAL PAYS VENDOMOIS	70 377

Article 4 : DURÉE DU CONTRAT REGIONAL DE SOLIDARITE TERRITORIALE

Les crédits régionaux inscrits au contrat peuvent être sollicités pendant une durée de 6 années, à compter de sa date d'effet, soit la date de la Commission Permanente Régionale (CPR) ayant validé le programme.

La date butoir pour le dépôt des dossiers **complets** au Conseil régional est donc fixée au 20 mai 2022.

**Tout dossier présenté à la Région après cette date ne pourra être accepté.
Aucun délai ne sera accordé pour compléter le dossier.**

Les dossiers déposés hors délai ou non complets seront instruits et inscrits au Contrat suivant, s'ils en respectent les modalités d'intervention.

La date d'effet du présent Contrat interrompt tout engagement de crédits au titre d'un Contrat précédent.

Les pièces nécessaires au versement du solde d'une subvention engagée au titre du contrat doivent être adressées à la Région au plus tard le 20 mai 2023, soit une année après la date butoir de dépôt des dossiers.

Le Contrat prend fin lors du dernier mandat émis au titre du contrat.

Article 5 : LE FINANCEMENT DES PROGRAMMES D'ACTIONS

5-1 : Montant et contenu du contrat après bilan à mi-parcours

La Région attribue au territoire une **enveloppe maximale de 9 619 000 €, répartie entre les priorités régionales selon la maquette financière applicable à compter du bilan à mi-parcours et figurant en annexe.**

Le financement d'initiatives de développement collaboratives, relève, au sein de l'enveloppe du Contrat, du dispositif A Vos ID qui fait l'objet de son propre cadre d'intervention définissant notamment les critères d'éligibilité des dossiers, les dates d'éligibilité des dépenses, les modalités d'instruction, d'engagement et de mandatement des crédits.

Ce contrat et ses annexes sont les seuls à avoir valeur contractuelle et à pouvoir faire autorité par rapport aux documents ayant conduit à son élaboration.

Le programme identifie clairement les actions et projets proposés au financement régional et précise les modalités d'intervention de la Région (critères d'éligibilité, taux, conditions...)

Les montants proposés par mesure sont indicatifs et fongibles, après accord du Conseil régional, au sein d'une même priorité thématique (« Développer l'emploi et l'économie », « Favoriser le mieux-être social », « Renforcer le maillage urbain et rural ») ou au sein de chacune des priorités transversales (Mettre en œuvre le Plan Climat Energie Régional », « Décliner la Stratégie Régionale pour la Biodiversité », « Faire émerger des initiatives de développement – A Vos ID ») à l'exception de l'axe 1 « Très haut Débit ».

5-2 : Engagement des crédits du Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Sauf cas exceptionnel, la Région applique le principe de non-cumul des aides régionales au titre de plusieurs lignes de financement pour un même investissement.

Dès validation du contrat par la Commission Permanente Régionale, et sous réserve du respect des critères d'éligibilité énoncés dans celui-ci, la Région autorise le début d'exécution des opérations.

a - Constitution d'un dossier par le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage d'une opération constitue un dossier de demande de subvention selon l'imprimé et la pochette de transmission fournis par la Région, et dès l'ouverture du Portail « Nos aides en ligne » aux Contrats Régionaux de Solidarité Territoriale, en saisissant sa demande dans le formulaire prévu à cet effet.

Dans tous les cas, il est invité à prendre l'attache, le plus en amont possible, dès la phase de conception, du référent technique en charge de l'animation du Contrat sur le territoire et, selon la nature de l'opération (cf cadres de référence) avec les services de la Région.

b - Engagement des crédits par la Région

Seule la CPR est compétente pour attribuer des subventions régionales, après instruction du dossier, vérification de son éligibilité et du respect des modalités inscrites dans la fiche action.

5-3 : Versement des crédits

Les modalités de versement sont précisées en annexe du cadre d'intervention.

Les pièces nécessaires au versement d'une subvention (acompte, solde) devront être obligatoirement transmises au plus tard 7 ans après la date d'effet du contrat. Passée cette date, les crédits sont soit annulés, soit le cas échéant mandatés au titre du Contrat suivant.

5-4 : Modalités de contrôle

Le non-respect des engagements ci-dessus, ainsi que toute utilisation de sommes perçues au titre du présent contrat à des fins autres que celles expressément prévues, peut conduire à résilier de plein droit le dit-contrat.

La Région est en droit d'exiger après mise en demeure, le reversement du montant versé en cas de non réalisation de l'opération, d'utilisation non conforme de la subvention ou de non transmission des pièces justificatives. La Région se réserve le droit d'exercer un contrôle sur pièces et sur place.

Article 6 : SUIVI DU CONTRAT – AVENANT

6-1 Bilan d'étape

Trois ans à compter de la date d'effet du Contrat, les co-signataires du contrat adressent à la Région, un bilan d'étape, assorti de l'avis motivé du Conseil de Développement.

Quantitatif et qualitatif, il doit permettre d'apprécier à la fois les avancées positives dans la programmation, mais également de repérer les difficultés rencontrées pour réaliser certaines actions et en analyser les causes. Il intègre les indicateurs définis en amont.

Cette étape permet au territoire de proposer des ajustements par transfert de crédits d'une action vers une autre. Les éventuels transferts opérés ne peuvent en aucun cas conduire à une réduction des enveloppes dédiées (A vos ID, Très Haut débit, Biodiversité, Energie), sauf proposition de la Région.

Le référent technique du territoire est chargé de la préparation technique et administrative de ce bilan, en lien avec les services de la Région, y compris pour les programmes d'actions des pôles de centralité et pôles d'animation.

6-2 Evaluation

Le territoire et la Région proposent des indicateurs pour mesurer les effets des actions conduites sur le territoire, en prenant appui sur les indicateurs mentionnés dans les cadres de référence.

Ceux-ci sont renseignés régulièrement par le territoire tout au long de la mise en œuvre du contrat régional de solidarité territoriale.

Article 7 : LITIGES

Tout litige lié à l'exécution de la présente convention sera de la compétence du Tribunal Administratif d'Orléans.

Annexe : Programme d'action applicable à compter du bilan à mi-parcours

Fait à Orléans, le - 5 DEC. 2019

<p>Le Président du Conseil régional</p>  <p>François BONNEAU</p>	<p>La Présidente du Syndicat du Pays Vendômois</p>  <p>Isabelle MAINCION</p>
<p>Le Président de la Communauté d'Agglomération Territoires Vendômois</p>  <p>Laurent BRILLARD</p>	<p>Le Président de la Communauté de Communes des Collines du Perche</p>  <p>Jean LEGER</p>
<p>Le Maire de Vendôme</p>  <p>Laurent BRILLARD</p>	<p>Le Président de la Communauté de Communes du Perche et du Haut-Vendômois</p>  <p>Alain BOURGEOIS</p>

Contrat Régional de Solidarité Territoriale du Pays Vendômois

Avenant n°3



PAYS VENDOMOIS				DOTATION POST BMP			% ENVELOPPE TOTALE	DISPONIBLE APRES BILAN		
				I	F	TOTAL		I	F	Total
A : DEVELOPPER L'EMPLOI ET L'ECONOMIE				785 500	5 800	791 300	8%	660 800	0	660 800
Axe A1 : Attractivité numérique du territoire				0	0	0	0%	0	0	0
01 : Accompagner le déploiement du THD				0		0		0	0	0
Axe A2 : Accueil des Entreprises				230 800	5 800	236 600	2%	230 800	0	230 800
02 : Zones d'activités économiques				230 800	0	230 800		230 800	0	230 800
02-1 Action collective de promotion des entreprises				0	5 800	5 800		0	0	0
Axe A3 : Economie agricole				320 400	0	320 400	3%	207 500	0	207 500
04 : Développement de l'agriculture biologique				115 800		115 800		80 000	0	80 000
05 : Diversification agricole et développement des circuits alimentaires de proximité				171 500		171 500		99 500	0	99 500
05-4 : Projet alimentaire de territoire et Système Alimentaire Territorialisé				28 000		28 000		28 000	0	28 000
06 : Développement et structuration des filières locales territorialisées				5 100		5 100		0	0	0
Axe A4 : Economie Sociale et Solidaire				0	0	0	0%	0	0	0
08 : Insertion par l'Activité économique des personnes en difficulté				0		0		0	0	0
Axe A6 : Economie touristique				234 300	0	234 300	2%	222 500	0	222 500
10 : Les Pays à vélo				24 700		24 700		24 700	0	24 700
12 : Itinérance touristique équestre				0		0		0	0	0
13 : Oenotourisme				0		0		0	0	0
14 : Site et accueil touristiques				209 600		209 600		197 800	0	197 800
B : FAVORISER LE MIEUX-ETRE SOCIAL				2 545 800	92 500	2 638 300	27%	1 031 500	47 500	1 079 000
Axe B1 : Services à la population				859 500	92 500	952 000	10%	822 000	47 500	869 500
15 : MSP + structures d'exercices regroupés				557 000		557 000		557 000	0	557 000
15-1 : Projets locaux de santé avec adaptations				62 500	92 500	155 000		25 000	47 500	72 500
19 : Structure d'accueil petite enfance				0		0		0	0	0
20 : Accueil extrascolaire				240 000		240 000		240 000	0	240 000
Axe B2 : Développement de l'accès à la culture				265 700	0	265 700	3%	197 500	0	197 500
16 : Salle support d'une programmation culturelle				68 200		68 200		0	0	0
17 : Equipements de lecture publiques				62 500		62 500		62 500	0	62 500
18 : Equipements liés à l'enseignement artistique : écoles de musique, de danse et d'art dramatique				135 000		135 000		135 000	0	135 000
Axe B3 : Sport				1 420 600	0	1 420 600	15%	12 000	0	12 000
22 : Equipements sportifs et de loisirs				1 420 600		1 420 600		12 000	0	12 000
C : RENFORCER LE MAILLAGE URBAIN ET RURAL				2 614 400	0	2 614 400	27%	1 488 300	0	1 488 300
Axe C1 : Aménagement d'espaces publics				1 550 000	0	1 550 000	16%	452 900	0	452 900
23 : Aménagement d'espaces publics				1 550 000		1 550 000		452 900	0	452 900
Axe C2 : Foncier				0	0	0	0%	0	0	0
21-1 : Requalification de friches urbaines				0		0		0	0	0
23-5 : Revitalisation des centres-villes et centres-bourgs				0		0		0	0	0

Axe C3 : Habitat – Logement	343 000	0	343 000	4%	314 000	0	314 000
24 : Acquisition-Réhabilitation	0	0	0		0	0	0
25 : Construction neuve	227 000		227 000		198 000	0	198 000
27 : Rénovation thermique du parc public social	116 000	0	116 000		116 000	0	116 000
AXE C4 : Rénovation urbaine	675 900	0	675 900	7%	675 900	0	675 900
29 : Rénovation urbaine	675 900		675 900		675 900	0	675 900
29-1 : Contrat de Ville de Vendôme	0	0	0		0	0	0
AXE C5 : Mobilité durable	45 500	0	45 500	0%	45 500	0	45 500
30 : Vélo utilitaire	0		0		0	0	0
30-1 : Initiatives locales pour des alternatives à l'utilisation individuelle de la voiture	30 000		30 000		30 000	0	30 000
30-2 : Accessibilité	15 500	0	15 500		15 500	0	15 500
30-6: Expérimentations des "territoires en transition"	10 000	0	10 000	0%	10 000	0	10 000
D : ACTION TRANSVERSALE : STRATEGIE REGIONALE BIODIVERSITE	172 000	167 900	339 900	4%	91 200	0	91 200
31 : Trame verte et bleue	155 500	150 300	305 800		91 200	0	91 200
32 : Gestion alternative des espaces publics	16 500	17 600	34 100		0	0	0
33 : Agir pour la biodiversité fomentique	0	0	0		0	0	0
34 : Matériels agricoles favorables à la biodiversité et à l'eau	0	0	0		0	0	0
E : ACTION TRANSVERSALE : PLAN CLIMAT ENERGIE REGIONAL	1 855 300	97 200	1 952 500	20%	811 400	36 400	847 800
35 : Plan isolation bâtiments publics	1 153 200	0	1 153 200		429 100	0	429 100
35-1: Forfait ECB	0	10 000	10 000		0	0	0
35-2: Bonification Climat énergie	439 600	0	439 600		329 700	0	329 700
35-3 : Eclairage public	199 900	0	199 900		0	0	0
35-6 : Véhicules électriques	10 000	0	10 000		0	0	0
36 : Filière Bois énergie (de la production à la distribution)	0	0	0		0	0	0
36-1 : Energéticien CEP - Animation CEP	0	87 200	87 200		0	39 000	39 000
36-2 : Sensibilisation A21 et PCET	2 600		2 600		2 600	-2 600	0
36-4 : Géothermie sur sondes verticales	50 000		50 000		50 000	0	50 000
ENVELOPPE FONGIBLE	436 000	11 600	447 600	5%	436 000	11 600	447 600*
ANIMATION TERRITORIALE	0	325 000	325 000	3%	0	100 000	100 000
TOTAL PROGRAMME	8 419 000	700 000	9 119 000		4 529 200	195 500	4 724 700
F : ACTION TRANSVERSALE : ID EN CAMPAGNE		500 000		5%		68 960	68 960
ID EN CAMPAGNE/A VOS IDEES		500 000				68 960	68 960
TOTAL		9 619 000		100%		4 793 660	4 793 660

** l'enveloppe fongible pourra être mobilisée, à hauteur de 100 000 € maximum, en direction de l'aménagement d'espaces publics*

	ATTENDUS REGIONAUX	MAQUETTE	ECART
CREDITS RESERVES POUR LA TRANSITION	1 792 000 €	2 798 000 €	1 006 000 €
minimum Biodiversité	323 000 €	339 900 €	16 900 €
minimum Energie (y.c. réhab thermique logements sociaux)	969 000 €	2 712 500 €	1 743 600 €
A VOS ID	500 000 €	500 000 €	0 €
Autres crédits régionaux proposés		38 000	
CENTRALITES ET ESPACES VECUS			
Plafond espaces publics (15%)	1 442 850 €	1 550 000 €	107 150 €
Pôle de centralité	1 080 000 €	3 203 100 €	2 123 000 €
FONCTIONNEMENT			
Plafond global	700 000 €	700 000 €	0 €
Plafond animation territoriale (non rétroactivité de plafond de 50 000 € par an)	300 000 €	325 000 €	25 000 €

CONTRAT REGIONAL DE SOLIDARITÉ TERRITORIALE

Règles de financement régional et modalités communes

Annexe au cadre d'intervention

Le Maître d'ouvrage sollicitant un soutien régional est invité à prendre connaissance des règles et modalités décrites ci-dessous, dès la conception de son opération et à prendre en compte les modalités spécifiques de la fiche action du Contrat en lien avec son projet.

A – à considérer dès la conception du projet

A - 1 CONDITIONNALITES

❖ Conditionnalités énergétiques

Tous les projets immobiliers en réhabilitation devront présenter après travaux une performance énergétique minimale :

- **pour l'habitat** : Etiquette énergétique B avec consommation maximale de 80 kWh/m²/an, à défaut étiquette énergétique C conjuguée à un gain de 100 kWh/m²/an
- **pour les autres projets** : Etiquette énergétique B ou, à défaut, atteinte de l'étiquette énergétique C conjuguée à un gain de 100 kWh/m²/an

❖ Bio-conditionnalités :

- **Tout projet d'aménagement**, quel qu'il soit, doit démontrer, carte de localisation à l'appui, **qu'il ne porte pas atteinte à la trame verte et bleue** (localisation en dehors d'un corridor écologique, ou mise en place de mesures compensatoires s'il est démontré qu'il n'existe pas d'alternative)

❖ Conditionnalités sociales :

- Tout projet public ou porté par un bailleur social dont le coût global de travaux est supérieur à 500 000 € HT devra prévoir une clause d'insertion (ou appel à une entreprise d'insertion) représentant a minima 5% des heures travaillées.

A - 2 DEPENSES ELIGIBLES

Les coûts éligibles s'entendent d'une façon générale HT, ou TTC pour les maîtres d'ouvrage ne récupérant pas la TVA sur l'opération.

Ne sont éligibles que :

- les **investissements engagés postérieurement à la date d'effet du Contrat** ainsi que, le cas échéant, ceux engagés antérieurement et ayant bénéficié d'une première tranche de financement par la Région ou dont la date d'éligibilité des dépenses est validée par la Commission permanente régionale.
- les investissements pouvant être **justifiés sur factures ou documents en tenant lieu (ex. attestation notariée)**
- pour les acquisitions d'équipements ou matériels, **seulement les achats en neuf, sauf dérogation** pour des maîtrises d'ouvrage privées ou associatives sous réserve d'apporter **toute garantie sur la conformité** (sécurité physique, sanitaire, environnementale), certifiée par un professionnel. **Les éventuels véhicules utilitaires** d'occasion devront respecter la norme Euro 6 (immatriculation et vente postérieure au 1^{er} septembre 2015).
- **les travaux confiés à des entreprises, sauf dérogation** pouvant être accordée au cas par cas par la Région pour la prise en compte des seuls **matériaux** mis en œuvre par des associations ou acteurs privés, ou par des collectivités dans le cadre de chantiers d'insertion, dans la mesure où n'est pas identifié un risque de **non-conformité** (sécurité physique, sanitaire, environnementale)

Par ailleurs, les coûts liés à la conception, la fabrication et la pose du panneau de chantier régional peuvent être intégrés dans les dépenses subventionnables.

Concernant les dépenses d'ingénierie internalisées (hors animation territoriale transversale), la dépense subventionnable est constituée du salaire chargé augmentée d'un forfait pour frais annexes représentant 15% du salaire chargé.

A - 3 NIVEAUX D'AIDE

❖ Subventions et taux planchers

La subvention régionale minimum est de **2 000 €**.

Sauf exception mentionnée dans la fiche action, les taux indiqués sont des taux maximum qui peuvent être ajustés en fonction des plans de financement.

Toutefois, aucune subvention régionale ne pourra être réservée à un projet si elle correspond à **moins de 20% du coût total éligible du projet, sauf pour des projets d'envergure pour lesquels le territoire aura négocié un taux moindre, sans qu'il puisse être inférieur à 10%, et sauf dans le cas des aides économiques où la réglementation des aides d'Etat s'applique.**

❖ Projets portés par des structures privées ou adossées à une unité économique

Aucune subvention attribuée à une structure individuelle privée ou à une association adossée à une unité économique (hors associations relevant de l'économie sociale et solidaire) ne pourra excéder **30 000 €**.

Toutefois, celle-ci pourra exceptionnellement être portée à **100 000 €, sous réserve de compatibilité avec la réglementation des aides d'Etat**, dans le cas :

- des **projets agricoles collectifs**
- des **projets artistiques, culturels ou touristiques dont le rayonnement est avéré**

❖ Bonifications

Le taux d'intervention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve peut être **majoré de 10 points** dans l'un des cas suivants :

- o **système de chauffage utilisant majoritairement le bois,**
- o **bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie** (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),
- o **bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés** (végétal ou animal)
- o **éclairage public pour lequel le maître d'ouvrage s'engage à une extinction nocturne** (entre 23 heures et 5 heures).

NB : Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.

La part significative en matériaux biosourcés est appréciée sur la base de :

Type d'usage principal	Construction neuve	Réhabilitation
Industrie, stockage, service de transport	18 kg/m ²	9 kg/m ²
Autres usages (bâtiment collectif d'habitation, hébergement hôtelier, bureaux, commerces, enseignement, bâtiment agricole, etc...)	36 kg/m ²	18 kg/m ²

❖ Cumul d'aides publiques

Le plan de financement de l'opération devra faire apparaître un cumul d'aides publiques conforme à la réglementation en vigueur, ainsi qu'aux éventuelles modalités particulières définies par la Région.

En particulier pour les opérations d'investissements portées par les collectivités ou leurs groupements, la réforme des collectivités territoriales du 16 décembre 2010, a précisé **une participation minimale du maître d'ouvrage de 20%.**

B – à considérer pour le versement de l'aide régionale

❖ B - 1 Communication :

Pour les projets de constructions immobilières, ou projets d'aménagement, le maître d'ouvrage a obligation de mentionner le soutien régional par la pose d'un panneau selon la maquette proposée par la Région Centre - Val de Loire. Cette maquette accompagnée de son cahier des charges est téléchargeable sur le site www.regioncentre.fr (onglet services en ligne / panneaux de chantier).

Deux modèles sont proposés :

- Les maîtres d'ouvrage des opérations dont le coût est supérieur à 500 k€ HT doivent obligatoirement utiliser le modèle A ;
- Pour les autres opérations, le choix est laissé libre entre les modèles A et B.

Mention du financement régional avec insertion du logo régional et expression de la Région le cas échéant dans tout support ou action de communication (courrier, presse...).

Toute action de communication (quel qu'en soit le support) est soumise pour validation à la Direction de la Communication du Conseil régional.

❖ B - 2 Maintien de l'usage des équipements financés :

En cas de revente ou de changement d'usage d'un bâtiment ou d'un équipement avant le terme de 10 ans après attribution de la subvention régionale, celle-ci est reversée à la Région :

- Soit au prorata temporis
- Soit, s'il s'agit d'une opération ayant donné lieu à la perception de loyers (commerce, maison de santé ...), en tenant compte de la totalité des dépenses et des recettes perçues afin qu'il ne puisse y avoir enrichissement sans cause du maître d'ouvrage.

❖ B - 3 Modalités de versement

Sauf exception mentionnée dans les notifications ou conventions de financement, les crédits sont versés selon les modalités suivantes :

a) en fonctionnement

Ingénierie externalisée :

- Acompte de 50% à la signature de la notification d'attribution de subvention
- Solde au vu d'un bilan qualitatif de la mission* (livrables, rapport d'activités ...) et d'un état récapitulatif (HT ou TTC selon la dépense subventionnable retenue) des dépenses réalisées présentant les dates de paiement, la nature des dépenses, le nom du fournisseur visé du comptable public ou par le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée.
En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata des dépenses effectivement réalisées, sur présentation des justificatifs prévus dans l'arrêté attributif ou convention d'attribution de subvention, avec, le cas échéant, reversement du trop-perçu, sauf pour les subventions inférieures ou égales à 3 000 €.

Ingénierie internalisée (financement annuel dans la limite de 3 ans) :

- Acompte de 50% à la signature de la notification d'attribution de subvention
- Solde au vu d'un bilan qualitatif de la mission* sur la durée financée (livrables, rapport d'activités ...) et d'un état récapitulatif des dépenses réalisées visé du comptable public ou par le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée
En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata des dépenses effectivement réalisées, sur présentation des justificatifs prévus dans l'arrêté attributif ou convention

d'attribution de subvention, avec, le cas échéant, reversement du trop-perçu, sauf pour les subventions inférieures ou égales à 3 000 €.

* seul l'état récapitulatif des dépenses réalisées sera transmis au payeur régional

Animation territoriale transversale :

- Acompte de 80% à la signature de la notification d'attribution de subvention
- Solde de 20% après fourniture du bilan de l'année avant le 31 octobre (sous la forme du tableau de suivi des objectifs de la feuille de route)

b) En investissement

❖ **Dossiers concernant le logement social :**

- ✓ **Réhabilitation thermique** : Versement en une fois au vu de la photographie du panneau d'information¹ sur le financement régional d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...), et indiquant le nombre de logements.
En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est payée au prorata du nombre de logements réhabilités.
- ✓ **Offre nouvelle en construction** : Versement en une fois au vu de la photographie du panneau d'information⁴ sur le financement régional d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...), et indiquant le nombre de logements
En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est payée au prorata du nombre de logements construits.
- ✓ **Offre nouvelle en acquisition-réhabilitation** :
Versement en deux fois :
 - Acompte de 50% au vu de la photographie du panneau d'information⁴ sur le financement régional et d'un document attestant du démarrage de l'opération (acte notarié, ordre de service, commande signée...)
 - Solde sur présentation d'un état détaillé des dépenses réalisées (HT ou TTC selon la dépense subventionnable retenue) visé par le comptable ou à défaut le maître d'ouvrage, présentant les dates de paiement, la nature des dépenses, le nom du fournisseur, et précisant le nombre de logements en PLAI et en PLUS livrés.
En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata en tenant compte du coût, et de la nature PLAI ou PLUS, des logements livrés.
- ✓ **Réhabilitation thermique du parc privé** : Versement au bénéficiaire en une fois sur présentation d'une attestation mentionnant le nombre de logements réalisés, et de leur conformité produite par le maître d'ouvrage ou l'opérateur.
En cas de modification du programme initial, la subvention sera versée au prorata du nombre de logements réhabilités.

¹ Conformément au point B - 1

❖ **Autres dossiers :**

Subvention	Acompte	2^{ème} versement	Solde
Inférieure ou égale à 3 000 €	en une seule fois après l'achèvement des travaux sur présentation de l'état détaillé des dépenses réalisées visé : <ul style="list-style-type: none"> - par le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique - par le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée 		
Comprise entre 3001 € et 500 000 € inclus	Acompte de 50% sur présentation : <ul style="list-style-type: none"> - d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...), - de la photographie du panneau d'information⁴ sur le financement régional installé sur le site des travaux (projets immobiliers et d'aménagement publics ou bailleurs) selon le modèle téléchargeable sur le site internet de la Région. 		Solde de 50% maximum sur présentation d'un état détaillé des dépenses réalisées visé par : <ul style="list-style-type: none"> - le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique - le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée.
Supérieure à 500 000 €	Acompte de 30 % sur présentation : <ul style="list-style-type: none"> - d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...) - de la photographie du panneau d'information⁴ sur le financement régional installé sur le site des travaux selon le modèle A téléchargeable sur le site internet de la Région 	50 % sur présentation de l'état détaillé des dépenses réalisées, représentant a minima 70 % de la dépense subventionnable, visé par : <ul style="list-style-type: none"> - le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique - le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée. 	Solde de 20% maximum sur présentation de l'état détaillé des dépenses réalisées visé par : <ul style="list-style-type: none"> - le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique - le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée.

L'état détaillé des dépenses réalisées (HT ou TTC selon la dépense subventionnable retenue) présente les dates de paiement, la nature des dépenses et le nom du fournisseur.

En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata des dépenses effectivement réalisées, sur présentation des justificatifs prévus dans l'arrêté attributif ou convention d'attribution de subvention, avec, le cas échéant, reversement du trop-perçu, sauf pour les subventions inférieures ou égales à 3 000 €.

Pour les projets portés par des collectivités, autres établissements publics ou bailleurs sociaux, **la Région se réserve le droit de ne pas verser le solde de la subvention régionale, ou d'en demander le remboursement dans le cas où elle n'aurait pas été associée**, comme convenu à l'article 2 du Contrat régional de solidarité territoriale, à l'inauguration de l'opération.

Ces modalités pourront être adaptées par la CPR pour des projets particuliers, notamment pour des opérations d'envergure pour lesquelles un échelonnement des paiements sur la durée du Contrat pourra être proposé.

Axe A1 : Attractivité numérique du territoire

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Développer le THD et les usages liés au numérique

Le Pays Vendômois s'est intéressé depuis longtemps aux enjeux du développement numérique (cf. thème principal de la candidature Leader du Pays Vendômois en 2000).

Pour porter le déploiement de ces infrastructures numériques, il a été créé en 2014 un syndicat mixte ouvert « Loir-et-Cher Numérique » regroupant le Conseil Régional du Centre-Val de Loire, le Conseil départemental ainsi que l'ensemble des EPCI du département. Il s'est élargi en 2017 à la Touraine avec l'adhésion du Conseil départemental et de l'ensemble des EPCI de l'Indre-et-Loire, devenant le syndicat mixte ouvert « Val de Loire Numérique ».

En 2017, l'entreprise TDF a été retenue pour réaliser le déploiement, l'exploitation et la commercialisation du réseau fibre au sein des départements d'Indre-et-Loire et du Loir-et-Cher, dans le cadre d'une concession de service public de 25 ans.

Suite au résultat de l'appel d'offres du SMO, et aux versements déjà effectués qui couvrent l'engagement financier total de la Région Centre-Val de Loire, il n'est pas nécessaire de réserver des crédits dans le CRST 2016-2022 du Pays Vendômois.

AXE A1 : Attractivité numérique du territoire	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Mesure N° 01 : Accompagnement du déploiement du Très Haut Débit	0 €	0 €	0
TOTAL	0 €	0 €	0

Axe A2 : Accueil des entreprises

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

- Maintenir le tissu industriel local et le renforcement de ses performances économiques et sociales
- Promouvoir l'innovation et les filières porteuses d'emplois
- Préserver et développer l'artisanat

Le Bassin de Vie du Vendômois se distingue par son caractère industriel (24% des emplois et des entreprises très diversifiées) et agricole avec 72,7% de la superficie du Pays en Surface Agricole Utile (4% des emplois).

Le Vendômois a connu une perte d'emplois significative entre 2010 et 2015 (-474 emploi). Il en a regagné 130 entre 2015 et 2017

L'artisanat est une composante essentielle du tissu économique local avec près de 1500 établissements.

Près de 50% de l'offre des zones d'activités économiques créées à 90% avant 2000 se concentre autour de Vendôme.

Au sein du Pays Vendômois, les trois communautés de communes se sont engagées en 2015 dans la mise en œuvre d'une stratégie de développement économique commune, de définition des enjeux et d'actions prioritaires.

L'Observatoire des Territoires de Loir et Cher a réalisé au préalable un diagnostic/analyse des zones d'activités du Vendômois.

Deux projets d'extension de zones d'activités ont été identifiés à Morée et Saint Amand Longpré, au vu des demandes d'installation et de développement d'entreprises locales de proximité.

L'extension de la ZA de Morée est en cours (fin des travaux au printemps 2019).

L'association Le Cercle des Entreprises du Vendômois créée récemment pour unir les forces, promouvoir l'attractivité du territoire Vendômois, de ses entreprises et la diversité de ses emplois, est un acteur relais important pour le territoire.

200 nouveaux emplois sont attendus grâce à l'arrivée de Vuitton dans le quartier Rochambeau qui ouvre un dix-septième atelier de fabrication à Vendôme.

AXE A2 : Accueil des entreprises	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Mesure N° 02 : Zones d'activités économiques	230 800 €	230 800 €	
Mesure N°02.1 : Action collective de promotion des entreprises	5 800 €		5 800 €
Mesure N°03 : Création de locaux d'activités	0 €	0 €	0 €
TOTAL	236 600 €	230 800 €	5 800 €

PROJETS REALISES NON IDENTIFIES AVANT BILAN**Mesure 02**

ZA de Morée : Extension de la zone existante (cf. conclusions du schéma de développement économique du Vendômois de 2015). Les travaux ont démarré en 2018, la fin des travaux étant prévue en mars/avril 2019). La convention économique avec la Région est en cours. Le projet sur 4,8 ha en zone artisanale va permettre à une dizaine d'entreprises de s'installer (50 à 70 emplois attendus).

Maître d'ouvrage : communauté du Perche et Haut Vendômois

Montant estimatif du reste à charge : 696 700 €

Réalisation : 2018/2019

Mesure 02.1

Action collective de promotion de l'attractivité du vendômois et de ses entreprises – confrencier et communication : Action réalisée en octobre 2017 avec l'organisation d'un RDV de l'Histoire décentralisé sur le thème de l'innovation dans les entreprises au Minotaure, animé par Michel GODET et l'accueil de 400 collégiens sur ce thème avant la conférence. Celle-ci a permis aux présents de mesurer les évolutions en cours, tant sur les métiers que l'organisation des entreprises, l'usage du numérique étant un vecteur commun.

Maître d'ouvrage : Cercle des entreprises du Vendômois

Montant éligible : 11 600€

Subvention Région : 5 800€

Réalisation : 2017

PROJET PRESSENTI AU BMP

Mesure 02

ZA de Saint-Amand Longpré : Extension de la zone existante (cf conclusions du schéma de développement économique du Vendômois de 2015). Concertation en cours avec les propriétaires fonciers pour aboutir à un accord d'achat de foncier inférieur aux 10 ha envisagés.

Maître d'ouvrage : communauté d'agglomération Territoires Vendômois

Montant estimatif du reste à charge : 180 000 €

Réalisation : 2019/2020

Foncier économique

Régimes d'aide	<p>Conformément à l'article 3 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République dont les dispositions ont été codifiées à l'article L.1511-3 CGCT, seul le bloc communal est doté de la compétence de plein droit pour définir et accorder des aides à l'immobilier d'entreprise.</p> <p>L'aide régionale en matière de foncier économique et d'immobilier d'entreprises s'exerce donc en application du régime d'aide défini par la collectivité maître d'ouvrage de l'opération.</p> <p>L'éventuel rabais consenti à l'entreprise par rapport au prix du marché et permis par ces financements publics doit s'inscrire dans un régime d'aide d'Etat qui doit réglementairement être notifié à l'entreprise.</p> <p>Les aides octroyées aux entreprises (à savoir un tarif préférentiel sur la vente ou la location) devront être compatibles avec la réglementation des aides d'Etat, en s'appuyant sur l'un des régimes notifiés suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • régime d'aides n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> • régime d'aides n° SA.39252 relatif aux aides en faveur des aides à finalité régionale <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> • à défaut, régime de De minimis ou régime notifié, conformément au règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Offrir aux entreprises des conditions optimales pour leur implantation ou leur développement, tout en : • limitant les risques de concurrence entre les territoires • donnant la priorité au renouvellement et à la densification de l'existant • assurant une amélioration qualitative et environnementale des parcs d'activités
Pré-requis inscrits au SRDEII	<ul style="list-style-type: none"> • Disposer d'un projet local de développement économique durable à l'échelle de l'intercommunalité, ou d'un groupement d'intercommunalités, en cohérence avec le SCOT, approuvé ou actualisé depuis moins de 6 ans • Disposer d'une ingénierie (internalisée ou externalisée) pour le mettre en œuvre • Avoir signé une convention de partenariat économique entre la Région et l'EPCI compétent ou un groupement d'EPCI (PETR par exemple) • Avoir engagé une démarche de développement durable pour l'aménagement du parc d'activités traitant 4 thématiques obligatoires : « Gestion économe de l'espace - Energie - Chantier », « Biodiversité - Eau - Paysage », « Déplacements » et « Services aux salariés et aux entreprises »
Contenu	<ol style="list-style-type: none"> 1. Requalification et densification du parc existant 2. Création de nouvelles surfaces d'activités (extension de parc existant / création de parc) exclusivement pour les territoires sur lesquels l'offre est inférieure à la demande estimée à 5 ans <ul style="list-style-type: none"> - Toutes les dépenses liées à l'aménagement interne du parc d'activités : frais d'ingénierie (AMO développement durable, MOE, études spécifiques), acquisitions foncières, travaux de viabilisation (VRD) et d'aménagement (éclairage, signalétique, espaces verts ...) - Investissements liés à la création de services et d'équipements aux salariés et aux entreprises. - Acquisitions foncières intégrées dans une stratégie foncière à long terme - Investissements liés à des équipements spécifiques (exemples : réseau de chaleur, embranchement ferré, TIC ...)
Maîtres d'ouvrage	<p>EPCI, PETR, Syndicats mixtes, syndicats intercommunaux le cas échéant, et leurs délégataires</p>

Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> - Aménagement de zone : 50% maximum du reste à charge pour le maître d'ouvrage, après déduction de l'ensemble des recettes (subventions et recettes issues de la vente des terrains sur la base d'un prix de vente conforme au marché local). - Equipements spécifiques / services seuls sur ZAE existante : 40% - AMO Démarche de développement durable : 80% - Réserve foncière économique à long terme : 20% <p>Subvention minimum 2 000 €</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Pour tout projet : Indication du régime retenu pour la pratique d'un tarif préférentiel aux entreprises ✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées ✓ <u>Modalités spécifiques aux projets de création de nouvelles surfaces d'activités (extension / création) :</u> <p>Les projets d'extension ou de création de parcs d'activités doivent être :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ limités à des secteurs ou carence en foncier d'activité avérée (identifié dans le projet de développement économique) ✓ situés dans un centre urbain (agglomération ou pôle de centralité) ou desservis par un nœud infrastructures routières majeures ou ferroviaires ou par une ligne régulière de transports en commun (gare, arrêt de bus urbain) assurant un bon accès de la zone aux utilisateurs. <p>La nécessité de créer de nouvelles surfaces d'activités doit être argumentée au regard :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ de la démonstration que la requalification et/ou la reconversion de friches ne peut répondre aux besoins identifiés sur le territoire. ✓ de l'existence d'un taux de commercialisation du foncier économique capable d'utiliser les réserves disponibles en moins de 4 à 5 ans, ✓ d'une analyse au regard de son impact sur les espaces agricoles, les espaces naturels à préserver, les secteurs touristiques remarquables.
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb d'entreprises nouvelles implantées sur le territoire

« **Action collective de promotion des entreprises** »

Objectifs	<p>Apporter l'animation et les actions de communication et de promotion nécessaires pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir l'attractivité du Vendômois, de ses entreprises et de la diversité de ses emplois - Engager des actions collectives - Mettre en œuvre des démarches de réseaux
-----------	--

Contenu	<p>Le Cercle des entreprises du Vendômois est une association d'entrepreneurs du Vendômois solidaire créée en mars 2015.</p> <p>Elle a pour ambition de devenir un acteur majeur du bassin économique du Vendômois et de développer l'emploi grâce à des actions collectives renforçant l'attractivité du territoire.</p> <p>Une première action est lancée par le groupe RH concernant les besoins en recrutement à court et moyen terme.</p> <p>Avec le soutien de l'Etat et de la Région dans le cadre d'ID en Campagne, plusieurs supports audio-visuels promotionnels sur les emplois du Vendômois ont été réalisés, véhiculant des messages forts auprès des jeunes et des demandeurs d'emploi.</p> <p>Le Cercle des Entreprises du Vendômois réfléchit pour l'avenir à une meilleure adéquation localement entre l'offre et la demande des emplois liés au tourisme, à la restauration et à l'hôtellerie.</p> <p>Fonctionnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Frais d'ingénierie et d'animation • Frais de communication et de promotion
---------	--

Maîtres d'ouvrage	Association du Cercle des Entreprises du Vendômois.
-------------------	---


Financement régional	50% (dans la limite d'un cumul d'aides Etat/Région de 80%)
----------------------	--

Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - Association de la Région en amont - Bilan des opérations en retour pour évaluation finale - Insertion du logo régional à tout support de communication - Avis de la DIRECTTE
-----------	---

Indicateurs d'évaluation	<p>INDICATEURS TRANSVERSAUX</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés • Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an 	<p>INDICATEURS SPECIFIQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'opérations collectives engagées
--------------------------	---	---

Création de locaux d'activités

Régimes d'aide	<p>Conformément à l'article 3 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République dont les dispositions ont été codifiées à l'article L.1511-3 CGCT, seul le bloc communal est doté de la compétence de plein droit pour définir et accorder des aides à l'immobilier d'entreprise.</p> <p>L'aide régionale en matière de foncier économique et d'immobilier d'entreprises s'exerce donc en application du régime d'aide défini par la collectivité maitre d'ouvrage de l'opération.</p> <p>L'éventuel rabais consenti à l'entreprise par rapport au prix du marché et permis par ces financements publics doit s'inscrire dans un régime d'aide d'Etat qui doit réglementairement être notifié à l'entreprise.</p> <p>Les aides octroyées aux entreprises (à savoir un tarif préférentiel sur la vente ou la location) devront être compatibles avec la réglementation des aides d'Etat, en s'appuyant sur l'un des régimes notifiés suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • régime d'aides n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> • régime d'aides n° SA.39252 relatif aux aides en faveur des aides à finalité régionale <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> • à défaut, régime de De minimis ou régime notifié, conformément au règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Disposer d'une « chaîne immobilière » assurant le parcours résidentiel des entreprises (quel que soit leur statut juridique) avec une gamme de locaux d'activités adaptés, qu'il s'agisse de permettre l'accueil de nouvelles entreprises ou le développement des entreprises existantes. • Soutenir la création et le développement des entreprises dans les pôles offrant une gamme de services aux entreprises et aux salariés suffisante, en développant des produits adaptés (services communs, conseil et réseaux inter entreprise).
Pré-requis inscrits au SRDEII	<ul style="list-style-type: none"> • Disposer d'un projet local de développement économique durable à l'échelle de l'intercommunalité, ou d'un groupement d'intercommunalités, en cohérence avec le SCOT, approuvé ou actualisé depuis moins de 6 ans • Disposer d'une ingénierie (internalisée ou externalisée) pour le mettre en œuvre • Avoir signé une convention de partenariat économique entre la Région et l'EPCI compétent ou un groupement d'EPCI (PETR par exemple)
Contenu	<p>La Région soutiendra en priorité la reconversion de friches dans un souci d'économie de foncier.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Création de locaux d'activités en location aux entreprises* (pépinière, atelier relais hôtel d'entreprises, village d'artisans) en bail précaire (24 mois) ou en bail commercial (3/6/9 ans) • Création de locaux d'activités pour le compte d'une entreprise dans le cadre d'un crédit-bail immobilier <p>* Quel que soit leur statut juridique (RCS, RM, coopérative, association...)</p>
Maitres d'ouvrage	EPCI et leurs délégataires éventuels
Financement régional	<p>Dépenses éligibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'ensemble des dépenses d'investissement liées à la création du bâtiment, des études et acquisitions jusqu'à l'aménagement intérieur du bâtiment. - Concernant les équipements (meubles, informatique ...), seuls les équipements de service commun aux entreprises sont éligibles <p>Sous réserve que la détermination du loyer consenti respecte la réglementation en</p>

	<p>vigueur : 50% du reste à charge du maître d'ouvrage,</p> <p>Reste à charge = Dépenses – recettes (subventions et loyers)</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ En bail précaire ou en bail commercial : le reste à charge pour le maître d'ouvrage est calculé déduction faite des loyers escomptés sur 9 ans et des éventuelles autres recettes ou subventions ✓ En crédit-bail : le reste à charge du maître d'ouvrage est calculé déduction faite : <ul style="list-style-type: none"> - des loyers escomptés sur la durée du crédit-bail - du montant de l'option d'achat - ainsi que des éventuelles autres recettes et subventions <ul style="list-style-type: none"> • Subvention minimum 2 000 € • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • Taux bonifié de 10 points pour les projets de réhabilitation de bâtiments existants. Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Démonstration de l'opportunité du projet au regard du projet local de développement économique durable du territoire (analyse de l'offre et de la demande en immobilier d'entreprise sur le territoire, constat de carence de l'initiative privée) ✓ Bilan financier prévisionnel de l'opération, apprécié au regard des coûts d'investissement et d'exploitation sur 9 ans ou sur la durée du crédit-bail (gestion, entretien-maintenance du bâtiment) et des recettes escomptées ✓ Respect par le maître d'ouvrage de la réglementation relative aux aides aux entreprises en vigueur (légalité du rabais éventuel par rapport au prix du marché, non enrichissement sans cause du maître d'ouvrage). ✓ Convention entre l'entreprise et la collectivité dans le cadre d'un crédit-bail ✓ <u>Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</u> ✓ Pour les parties administratives dans un bâtiment existant : atteinte de l'étiquette énergétique B, ou à défaut, d'une progression minimale de 100 KWh/m²/an conjuguée à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés sur le territoire • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb d'entreprises accueillies • Dont nouvellement implantées sur le territoire

Axe A3 : Economie agricole

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

- Maintenir une agriculture diversifiée et respectueuse de l'environnement
- Développer une alimentation de proximité

Le Vendômois voit progressivement son activité d'élevage, malgré un essor en même temps de l'abattoir de Vendôme, diminuer au profit d'exploitations céréalières. La céréalisation s'est accompagnée d'un développement des granivores (dindes, pintades, poulets), encouragé par la présence d'abattoirs de volailles. Parallèlement, le développement de filières locales alimentaires AOC Coteaux du Vendômois, Fromage du Trèfle, Noix, Miel artisanal est soutenu par les collectivités, en partenariat avec la profession agricole. *Un projet de Charte de « Miel artisanal » et de fête du miel et des produits locaux est à l'étude.*

Les projets de diversification en raisonné ou en bio sont nombreux.

La filière agricole s'inscrit dans la dynamique de maîtrise énergétique du territoire.

Une dizaine d'agriculteurs sont soutenus dans le cadre du projet agroforesterie A Vos ID de « Systèmes Arborés Innovants » par un collectif Pays/CAUE/Chambre d'Agriculture/Maison Botanique/lycée agricole/Fédération de Chasse/Contrats de Bassin pour expérimenter la replantation d'arbres et de haies dans les exploitations agricoles et les « services rendus » en économie et pour l'environnement.

Projet Alimentaire de Territoire : Recherche d'un projet à mettre en œuvre dans le cadre du projet alimentaire de territoire, en lien avec l'agglomération de Blois et le Département.

AXE A3 : Economie agricole	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Mesure N° 04 : Développement de l'agriculture biologique	115 800€	115 800 €	
Mesure N° 05 : Diversification agricole et développement des circuits alimentaires de proximité (circuits courts)	171 500 €	171 500 €	
Mesure N° 05-4 : Projet alimentaire de territoire et Système Alimentaire territorialisé	28 000 €	28 000 €	
Mesure N° 06 : Développement et structuration des filières locales territorialisées*	5 100€	5 100 €	
TOTAL	320 400 €	320 400€	

* dossier engagé - non mobilisable à compter de l'avenant n°2

PROJETS REALISES NON IDENTIFIES :

Mesures 4 et 5

9 dossiers engagés : 2 dossiers de soutien à l'agriculture biologique et 7 dossiers de soutien à la diversification agricole et les circuits de proximité pour des productions diversifiées (volailles, yaourts, malt, huile, bovin viande)

Maintien de 1 emploi et 4 créations.

Maîtres d'ouvrage : Agriculteurs

Montant des dépenses éligibles : 98 714 € mesure 4 et 242 629 € mesure 5

Subventions Région : mesure 4 : 35 800 € et Mesure 5 : 72 000 €

Mesure 6 : Cette mesure est fermée au bilan à mi-parcours, compte-tenu de sa non mobilisation possible depuis l'avenant n°2.

Plantation de haies au Coteau des Maillettes à Vendôme

Dossier réparti sur deux fiches (6 et 31), engagé en décembre 2017

Contenu : Acquisition foncières et frais de géomètre sur la zone naturelle du Coteau des Maillettes, inscrite dans la TBTv du PLU de Vendôme, pour l'implantation du Coteau en vignes

Maître d'ouvrage : Vendôme

Montant éligible : 49 699 €

Subvention Région : 32 900 €

(Respectivement 5 100 € Action 6 + 27 800 € Action 31)

Réalisation : 2017 et 2018

PROJETS PRESENTIS AU BMP

Entre 10 et 15 dossiers sur les deux mesures

Maîtres d'ouvrage : Agriculteurs

Montant estimatif des dépenses : Mesure 4 : 114 000 € et mesure 5 : 331 000 €

Echéancier : 2019 à 2022

CADRE DE REFERENCE REGIONAL *Développement de l'agriculture biologique*

Régime d'aide	L'aide régionale aux exploitants agricoles s'inscrit dans le régime cadre notifié SA 39618 « aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire » du 19 février 2015
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Maintenir l'emploi agricole non délocalisable sur le territoire régional - Concourir à la préservation de la biodiversité, de la qualité de l'eau, de l'air et des paysages - Amplifier le rythme de conversion des surfaces à l'agriculture biologique et conforter les surfaces converties conformément au SRDEII
Contenu	Investissements de production (sauf s'ils relèvent d'un des CAP' Filière)
Maîtres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> - Exploitants agricoles adhérant à un GAB ou à une structure collective AB hors Biocentre - Structures collectives (regroupement d'au moins 4 exploitations dans une structure), CUMA
Financement régional	<p>35% (exploitants individuels) - soit une bonification de 10 points par rapport à un producteur conventionnel</p> <p>Bonification de 5 points pour tout nouvel installé (depuis moins de 5 ans, cumul 40%).</p> <p>La subvention régionale est de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 000 € minimum - 30 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage individuelle - 100 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage collective
Modalités	Attestation de certification AB de l'année
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Surfaces concernées en conversion et en maintien

***Diversification agricole et développement
des circuits alimentaires de proximité***

Régime d'aide	L'aide régionale aux exploitants agricoles s'inscrit dans le régime cadre notifié SA 39618 « aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire » du 19 février 2015
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Maintenir et favoriser l'emploi agricole (non délocalisable) sur le territoire régional - Développer de la valeur ajoutée sur les exploitations agricoles pour diversifier les revenus des exploitations et rendre les exploitations moins sensibles aux aléas économiques et climatiques - Limiter le transport des productions agricoles - Favoriser la traçabilité des produits par la vente directe entre producteurs et consommateurs - Développer l'alimentation de proximité notamment en direction des cantines scolaires et de la restauration collective
Contenu	Investissements de production, transformation, commercialisation liés à la diversification agricole, aux circuits courts alimentaires, à l'approvisionnement local et bio des cantines scolaires et de la restauration collective, à l'agritourisme
Maîtres d'ouvrage	Exploitants agricoles, structures collectives (regroupement d'au moins 4 exploitations dans une structure), CUMA
Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> - 25% en individuel (quelle que soit la forme juridique de l'exploitation) Bonification de 10 points pour : <ul style="list-style-type: none"> - nouvel installé depuis moins de 5 ans - agriculteur biologique ... dans la limite de 40% - 35% en structures collectives (regroupement d'au moins 4 exploitations dans une structure) <p>La subvention régionale est de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 000 € minimum - 30 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage individuelle - 100 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage collective
Modalités	<p>Investissements éligibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Investissements relatifs à la transformation et à la commercialisation (matériels, locaux) liés à la diversification agricole, aux circuits courts alimentaires, à l'approvisionnement local et bio des cantines scolaires et de la restauration collective, à l'agritourisme - Investissements de production liés à une diversification représentant, ou relatifs à une niche économique, s'ils ne relèvent pas d'un CAP Filière
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'Ha artificialisés

Projet alimentaire de territoire et Système Alimentaire Territorialisé

Sens de l'action régionale

- **Accompagner la création de PAT, puis de SAT**, par la mise en réseau des acteurs et la relocalisation de l'alimentation, pour le développement économique local et l'accès à une alimentation de qualité, AB, pour tous :

- * Mise en place d'un PAT
- * Installation de nouveaux acteurs économiques (producteurs, transformateurs) et mise à disposition de foncier, selon les principes retenus pour les SAT dans la Région Centre Val de Loire
- * Mise en place de la gouvernance d'un SAT

- **Maintenir et développer l'emploi local non-délocalisable, et développer la valeur ajoutée** des exploitations agricoles

- Promouvoir **l'image des territoires** à travers des **produits de terroir**
- Répondre à l'attente des citoyens en matière **d'alimentation durable et de santé**
- Concourir à la **préservation de terres arables** dans les zones péri-urbaines, à la lutte **contre le réchauffement climatique**, à la **préservation de la biodiversité** via des modes de production agro-écologiques et respectueux

La définition des principes des systèmes alimentaires territorialisés constitue une action à part entière de la Stratégie Régionale en faveur de l'Alimentation articulée autour de :

- *la restauration collective, levier de changement*
- *la gastronomie et les terroirs vitrine de l'art de vivre en région*
- *les acteurs économiques : relever le défi de la qualité nutritionnelle*
- *l'éducation pour les initiatives citoyennes et une alimentation durable*
- *les systèmes alimentaires territoriaux : accompagner l'émergence dans les territoires*

Types de projets ciblés

- **ingénierie** accompagnant les démarches de « Projet Alimentaire territorial » (diagnostic partagé, sensibilisation, programme d'actions, outils d'évaluation...) ou l'émergence et la structuration de démarche de « Système Alimentaire Territorialisé » (visant à tendre vers l'autonomie alimentaire du territoire), selon une méthodologie collaborative et intégrative des acteurs afin d'assurer une gouvernance territoriale partagée : l'accompagnement d'un projet collaboratif pourra relever du dispositif A Vos ID

- **investissements** visant à faciliter le rapprochement producteurs/consommateurs, l'installation de nouvelles activités liées à la création d'un SAT, l'approvisionnement de la restauration collective, la mutualisation d'outils de stockage, livraison, conditionnement, préparation, l'aménagement et la mise à disposition de foncier par les collectivités (ferme-relais ...) – y compris études de faisabilité amont. Concernant la restauration collective, sont éligibles les investissements dédiés au stockage et à la transformation de produits locaux. Sont exclus la mise aux normes et le renouvellement de matériel courant.

NB : les investissements des producteurs (agriculteurs, associations d'insertion) favorisant le développement d'une offre sur le territoire (production, transformation, commercialisation) sont accompagnés au titre des cadres n°4, 5 et 8.

Financement régional

Maîtres d'ouvrages : Collectivités, syndicats mixtes, établissements publics, associations, notamment AMAP, et chambres consulaires à la condition d'être intégrées dans une démarche collective publique

Privés dans le cadre d'une démarche collective (ex : maison de retraite, établissement d'enseignement)

Dépenses éligibles :

- ingénierie internalisée ou externalisée menée à l'échelle d'un territoire, défini au regard du bassin de vie ou de consommation auquel il appartient.
- dépenses de communication et d'animation

Il ne peut s'agir du financement de missions préexistantes ou de missions classiques de la structure support

- investissements s'inscrivant dans la démarche SAT (de type plate-forme logistique,



légumeries, magasin de producteurs, véhicules de livraison, mise à disposition de foncier...)

Taux d'intervention :

- 60% maximum des frais d'animation et des frais d'ingénierie dans la limite de trois ans
- 40 % investissements
- Subvention minimum 2 000 €, plafonnée en cas de maîtrise d'ouvrage privée (ex : maison de retraite de droit privé) à 30 000 €

En cas de projet immobilier :

- ❖ Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.
- ❖ Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) :
 - système de chauffage utilisant majoritairement le bois,
 - ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),
 - ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)

Conditionnalités spécifiques :

Association de la Région au comité de pilotage de suivi de la démarche et à toutes les étapes de conception et de validation du projet

Modalités

- ✓ Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
- ✓ L'aide régionale pour les projets de **réhabilitation** est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette B ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux

Indicateurs d'évaluation

Nombre d'emplois créés
Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées
Volume de productions concernés (créés, traités, commercialisés ...)

Axe A4 : Economie Sociale et Solidaire

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

- Développer le tri, le recyclage des déchets, les activités de recyclerie et de ressourcerie
- Moderniser l'outil de production

L'économie sociale et solidaire compte 265 établissements en Vendômois, employant 1 600 salariés (soit 8,6% des effectifs salariés contre 10,2% en Région Centre Val de Loire).

Trois projets liés à l'économie circulaire ont vu le jour en Vendômois entre 2016 et 2018 : Méthabraye avec la valorisation des déchets agricoles en bio méthanisation ; la construction de nouveaux locaux pour le bâtiment Recyclerie de Valdem ; la modernisation de l'outil de production de l'Esat de Mondoubleau (localisation Cormenon).

AXE A4 : Economie Sociale et Solidaire	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Mesure N° 08 : Insertion par l'Activité Economique	0 €	0 €	
TOTAL	0 €	0 €	

PROJETS REALISES

Mesure 08

Construction de la Recyclerie Maître d'ouvrage : Valdem Montant estimatif du projet : 700 000€ Contenu : Construction d'un bâtiment neuf pour la recyclerie de Vendôme. Cet investissement pourra aussi être étudié au titre d'ID en Campagne Avancement du projet : Plans du futur bâtiment en cours Echéancier (démarrage des travaux) : 2016/2017	Dossier instruit sur les fonds A Vos ID Construction d'un bâtiment neuf de 1000 m ² pour la recyclerie de Vendôme. 14 emplois confortés et 2 emplois créés Maître d'ouvrage : Valdem Dépenses éligibles : 375 000 € Subvention Région : 150000 € Réalisation : 2016/2017
Développement de vente de paillage pour petits animaux domestiques Maître d'ouvrage : ESAT de Cormenon Montant estimatif du projet : 95 000€ Contenu : Travaux de ventilation Avancement du projet : Analyse de faisabilité du développement d'une nouvelle activité de vente de paillage pour petits animaux domestiques Echéancier (démarrage des travaux) : 2016/2017	Dossier instruit sur les fonds A Vos ID Ventilation du bâtiment de l'APHP pour le bien être des personnes qui travaillent à l'ensilage de petits sacs (500g à 1,5kg) de foin bio. 27 emplois confortés et 1 créé. Maître d'ouvrage : Amicale pour les handicapés du Perche Dépenses éligibles : 110 000 € Subvention Région : 44000 € Réalisation : 2016/2017

Insertion par l'Activité Economique des personnes en difficultés

Régimes d'aide	<p>Si l'opération entre dans le champ des aides d'Etat, application du régime d'aide le plus adapté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - régime d'aides n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> - régime d'aides n° SA.39252 relatif aux aides en faveur des aides à finalité régionale <p>ou</p> <p>à défaut, régime de De minimis ou régime notifié, conformément au règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)</p>
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Favoriser l'insertion professionnelle des personnes en difficultés et handicapées
Pré-requis inscrits au SRDEII	<ul style="list-style-type: none"> • Disposer d'un projet local de développement économique durable à l'échelle de l'intercommunalité, ou d'un groupement d'intercommunalités, en cohérence avec le SCOT, approuvé ou actualisé depuis moins de 6 ans • Disposer d'une ingénierie (internalisée ou externalisée) pour le mettre en œuvre • S'articuler avec une convention de partenariat économique signée entre la Région et l'EPCI compétent ou un groupement d'EPCI (PETR par exemple)
Contenu	<p>⇒ Acquisition de foncier lié au développement de l'activité de la structure</p> <p>⇒ Aide à l'investissement immobilier (y compris acquisitions foncières et immobilières) pour permettre le développement de l'activité de l'association</p> <p>⇒ Aménagements productifs, équipement et matériels nécessaires pour le développement de l'activité de l'association (machines, outils, acquisition de véhicule...)</p> <p>⇒ Ingénierie, frais d'honoraires, études spécifiques hors étude d'impact réglementaire</p> <p>Domaines d'activités : agriculture bio, maraîchage, services à la personne, éco-construction, éco-conception, entretien des espaces verts, collecte et recyclage d'objets de récupération...</p>
Maitres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> - Structures agréées au titre de l'Insertion par l'activité Economique (IAE) : Association Intermédiaires (AI), Entreprise d'Insertion, Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), Atelier et chantier d'insertion (ACI) - Entreprises Adaptées (EA) et Etablissement ou Services d'Aide par le Travail (ESAT) - Régies de quartier <p><i>Les opérations en maîtrise d'ouvrage publique relèvent du cadre de référence n°2 ou 3.</i></p>
Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> • Taux : 40% si l'opération ne relève pas d'une aide d'Etat • Subvention minimum 2 000 € • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)



Modalités	<p>Agrément de la structure par les services compétents (Etat, DIRECCTE ...)</p> <p>Pour les projets immobiliers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette B ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux - Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nombre de personnes insérées à leur sortie du dispositif (CDD de plus de 6 mois, CDI, alternance) • Nombre de personnes handicapées insérées

Axe A6 : Economie touristique

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

- Renforcer l'innovation et la professionnalisation des acteurs
- Développer une offre touristique en lien avec les richesses naturelles et patrimoniales du territoire

Le Vendômois présente plusieurs atouts touristiques propices au développement d'une destination « Tourisme Nature », en partenariat avec le Pays Dunois.

L'aménagement de l'itinéraire Route à Vélo St-Jacques, qui traverse le Vendômois sur un axe nord-sud, induit une nouvelle offre à thème basée sur un renom international, complété par l'existence de boucles locales.

Quatre boucles à vélo Pays sont finalisées et une 2^{ème} tranche de cinq boucles est prévue pour le printemps 2019.

Deux structures d'hébergement labélisées « accueil vélo » ont réalisé des projets pour mieux répondre aux besoins d'accueil des familles : l'Auberge de Jeunesse de Vendôme projette l'achat de 2 chalets en bois ; le camping de Morée a rénové ses sanitaires.

L'Office de Tourisme de Territoires Vendômois a développé en 2016 et 2017 des projets innovants de valorisation des circuits-courts de randonnées et de produits locaux à partir de l'application ArcGis et une opération collective de numérisation des visites de plusieurs sites touristiques, avec pour cible les enfants de 5 à 12 ans. La refonte du site internet en site de destination marchand pour le Vendômois est en phase de réalisation.

Le Pays Vendômois et l'Office de Tourisme de Territoires Vendômois ont invité le PETR du Perche et le Pays Dunois à réfléchir ensemble, à un schéma de développement touristique équestre, en s'appuyant sur le Comité Régional Equestre et les professionnels équestres locaux (projet Leader inter-Pays 2019).

AXE A6 : Economie touristique	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Mesure 10 : les Pays à vélo	24 700 €	24 700 €	
Mesure 13 : Enotourisme	0 €	0 €	
Mesure 14 : Sites et accueil touristiques	209 600 €	209 600 €	
TOTAL	234 300 €	234 300 €	

PROJETS REALISES AVANT BMP

Mesure 14

Refonte du site internet du Vendômois

Maître d'ouvrage : Office du Tourisme du Pays de Vendôme

Montant estimatif du projet : 25 000€

Contenu : Refonte du site touristique du Vendômois

Avancement du projet : Réunions de travail fin 2015 avec les OT partenaires

Echéancier (démarrage des travaux) : janvier 2016 (date anticipée validée)

Décision de réaliser un site touristique de destination mutualisé à l'échelle du Vendômois et soutenu par les trois communautés, avec une fonctionnalité achat.

Ouverture en juin 2019

Maître d'ouvrage : OT Territoires Vendômois

Montant éligible : 23 600 €

Subvention Région : 11 800 €

Réalisation : 2018 et 1^{er} semestre 2019

Opération collective de mise en place de visites de sites connectés pour les enfants de 5 à 12 ans

Maître d'ouvrage : Office du Tourisme du Pays de Vendôme

Montant estimatif du projet : 25 000 €

Contenu : Opération de numérisation de visites de sites touristiques

Avancement du projet : Réunions de travail fin 2015 avec les OT partenaires

Echéancier (démarrage des travaux) : janvier 2016

Dossier instruit sur les fonds
Leader en partenariat avec
Perche Nature et le CDPNE

Mesure 13

Abandon du projet œnotourisme de construction de chai pour raison d'inéligibilité du maître d'ouvrage final

PROJETS IDENTIFIES AU BMP :

Mesure 10

2^{ème} tranche de boucles touristiques à vélo :

Maître d'ouvrage : Communauté du Pays de Vendôme

Montant estimatif du projet : 58 000 €

Contenu : commande groupée pour la réalisation de 4 à 5 nouvelles boucles touristiques à vélo

Avancement du projet : Inscription au budget 2016 de la CPV

Echéancier (démarrage des travaux) : juin 2016

Réalisation de 5 nouvelles
boucles touristiques à vélo en
Vendômois

Maître d'ouvrage :
Communauté d'agglomération
Territoires Vendômois

Montant estimatif du projet :
61 805 €

**Echéancier (démarrage des
travaux) :** 2019

Mesure 14

Valorisation du Manoir de la Possonnière : réaménagement des jardins dans l'esprit des jardins de la Renaissance, comprenant sur le principe des carrés issus du Moyen Age, une roseraie, un bosquet, un potager, un verger...

Maître d'ouvrage : Communauté d'agglomération Territoires Vendômois

Montant estimatif du projet : 391 443 €

Montant estimatif du projet hors lots potentiellement retenus sur la politique des Parcs et Jardins : 338 601,50 € HT (subvention potentielle 84 600 €)

Echéancier (démarrage des travaux) : 2019/2020

PROJET PRESSENTI AU BMP :

Mesure 14

Valorisation du château de Vendôme : Réalisation d'un parcours approprié pour la découverte du château et aménagement de l'Orangerie qui accueille des expositions temporaires (hors fouilles archéologiques et confortement du bâti).

Maître d'ouvrage : Communauté d'agglomération Territoires Vendômois

Montant estimatif du projet : 400 000 €

Echéancier (démarrage des travaux) : 2019/2020

CADRE DE REFERENCE REGIONAL

Tourisme à vélo

Sens de l'action régionale	<p>En cohérence avec la stratégie régionale 2016 – 2020 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Devenir une Région leader du tourisme à vélo au niveau européen - Aménager, équiper et développer 2 000 km supplémentaires d'itinéraires cyclables pour découvrir et révéler les territoires traversés, en s'appuyant sur les 10 véloroutes structurantes et un réseau structuré de boucles vélo touristiques sur les territoires - Equiper et mettre en tourisme les véloroutes
Prérequis	<ul style="list-style-type: none"> • Association en amont et au suivi du projet de la direction du tourisme du Conseil régional. • Etude par un bureau d'étude expert démontrant la pertinence touristique des parcours et décrivant les moyens mis en œuvre pour leur entretien et leur exploitation touristique dans le cadre du projet cyclotouristique régional.
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> • Etudes stratégiques de type « Pays ou Agglo à vélo », selon le cahier des charges régional • Dépenses liées à l'aménagement des itinéraires découlant de l'étude <u>préalable</u> : des études et acquisitions foncières à la signalétique • Aménagements de services connexes aux itinéraires : aires de repos ou de services vélos (stationnements vélo, stations de recharge de vélos électriques alimentées en énergie renouvelable, points d'eau, consignes bagages, stations de gonflage et de réparation autonomes, toilettes...), équipements des sites touristiques labellisés ou en vue d'une labellisation « Accueil Vélo » <p>supports de communication et de promotion dans le cadre d'une maîtrise d'ouvrage unique à l'échelle de l'itinéraire ou du réseau de boucles aménagé</p>
Maîtres d'ouvrage	<p>- <u>Itinéraires Pays / Agglo à vélo</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Etude de faisabilité : EPCI / PETR / Syndicat de Pays ⇒ Aménagements des itinéraires : EPCI/PETR et Syndicat de Pays ⇒ Support de communication et de promotion : EPCI / PETR / Syndicat de Pays / regroupement d'EPCI / Office de tourisme <p>- <u>Aménagements connexes aux itinéraires</u> : Collectivités, EPCI, PETR, Syndicats, communes, propriétaires ou gestionnaires privés de sites touristiques situés sur les itinéraires vélos</p>
Financement régional	<p>Taux d'intervention :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aménagement des itinéraires : 40% des dépenses d'investissement – 50% dans le cas d'une véloroute prioritaire (en l'absence d'autre financement régional) • Aménagements connexes : MOA publics : 40%, MOA privés : 25% • Etudes de type « Pays/Agglo à vélo » : 80% • Support de communication et de promotion : 50 % <p>Subvention minimum 2 000 €</p> <p>Dans le cas d'un projet porté par une structure privée, l'aide régionale est définie au cas par cas, dans le respect des règles européennes en matière d'aides d'Etat, et plafonnée à 30 000 €.</p>
Modalités	<p>Les maîtres d'ouvrage se conformeront aux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Guide technique d'aménagement du Schéma régional des Véloroutes - Guide de la signalisation cyclotouristique - Préconisations sur la conception des supports de communication - Référentiels « Accueil Vélo » (hébergeurs, loueurs de vélos, sites de visite, OT, réparateurs)
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Linéaires cyclotouristiques aménagés en nb de kilomètres

Itinérance touristique équestre

Régime d'aide	L'aide régionale aux exploitants agricoles s'inscrit dans le régime cadre notifié SA 39618 « aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire » du 19 février 2015
Sens de l'action régionale	<p>Faire émerger et construire une offre de tourisme équestre homogène bénéficiant d'une chaîne de services et d'équipements qualifiés, respectueuse des normes nationales promues par la FFE et lisible à l'échelle régionale à l'instar du tourisme à vélo, en :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ initiant et développant l'itinérance touristique avec équidés (cheval, attelage, âne bâté) prioritairement sur les territoires touristiques volontaristes et sur les itinéraires prioritaires : <ul style="list-style-type: none"> • Les 2 routes équestres européennes de d'Artagnan (45, 41, 37, 36) • L'axe équestre solognot reliant Chambord à Sancerre ○ développant un réseau de parcours équestres vitrines en partenariat avec les centres équestres de proximité qualifiés « tourisme » ou mobilisables sur cette filière, et les prestataires touristiques
Prérequis	Association en amont et au suivi du projet de la direction du tourisme du Conseil régional.
Contenu	<p><u>1) Etudes et aménagement des itinéraires :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Dépenses liées à l'aménagement des itinéraires, des études et acquisitions foncières à la signalétique • Dépenses liées à l'aménagement de points d'accueil : halte pique-nique, aire d'arrêt (avec longe ou barre d'attache, clôture ...) ... <p>2) supports de communication et de promotion</p> <p><u>3) Aménagement et équipement des structures professionnelles équestres labellisées ou en vue d'une labellisation :</u> accueil, hébergements des équidés intérieurs ou extérieurs, équipements et matériels liés à l'activité randonnée</p>
Maîtres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Itinéraires et équipements des cheminements :</u> EPCI/PETR, Syndicats de Pays, communes • <u>Supports de communication et promotion a minima à l'échelle du de l'itinéraire / du réseau de parcours équestres :</u> EPCI/PETR, Syndicats de Pays, Office de tourisme • <u>Aménagements des structures professionnelles équestres :</u> entreprises ou exploitations agricoles, communes, EPCI, associations
Financement régional	<p><u>1/ Itinéraires :</u> 40%</p> <p><u>2/ Support de communication et promotion :</u> 50 %</p> <p><u>3/ Aménagement et équipement des structures professionnelles équestres :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 25 %, porté à 35 % pour un agriculteur nouvel installé (moins de 5 ans) - 35% associations et collectivités <p>Subvention minimum 2 000 €</p> <p>Pour les projets privés : subvention plafonnée à 30 000 €, portée à 100 000 €, au cas par cas sur décision de la Région, pour une maîtrise d'ouvrage collective ou dans le cas d'un projet au rayonnement touristique avéré.</p>
Modalités	<p>Respect du référentiel qualité de développement et de numérisation des itinéraires équestres FFE</p> <p>Structures équestres : labels FFE Centre de tourisme équestre ou Cheval étape</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Linéaires d'itinéraires équestres qualifiés en km

CADRE DE REFERENCE REGIONAL

Oenotourisme

Régime d'aide	L'aide régionale aux exploitants agricoles s'inscrit dans le régime cadre notifié SA 39618 « aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire » du 19 février 2015
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Augmenter l'attractivité touristique du territoire régional en développant une filière touristique « art de vivre » et en favorisant la mise en tourisme des domaines viticoles - Organiser le territoire régional autour de grandes destinations touristiques pertinentes - Maintenir et créer des emplois non délocalisables
Prérequis	- Association en amont du projet de la direction du tourisme du Conseil régional
Contenu	Aménagements dédiés exclusivement à l'accueil du public au chai, clairement dissociés de l'habitation, étude de faisabilité, mission de conseil par un architecte/paysagiste
Maîtres d'ouvrage	Exploitants viticoles, groupements/associations de producteurs
Financement régional	<p>25 % en maîtrise d'ouvrage individuelle, Bonification de 10 points, dans la limite de 40% en cas de</p> <ul style="list-style-type: none"> - Agriculture biologique - Nouvel installé (moins de 5 ans) - Maîtrise d'ouvrage collective <p>Subvention minimale de 2 000 €, avec un plafond de 30 000 €, porté le cas échéant à 100 000 € dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage collective.</p>
Modalités	<p><u>1. Pour les projets d'accueil d'individuels :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Labellisation « cave touristique » ou équivalent ➤ Conseil amont (architecte, CAUE, PNR, association type Maisons Paysannes de France, Fondation du patrimoine...) pour la prise en compte des questions patrimoniales et le choix d'aménagements respectant les valeurs des lieux et des produits <p><u>2. En sus, pour les projets d'accueil de groupes :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Projets situés sur des territoires labellisés Vignobles et Découvertes (ou démarche engagée) sur lesquels les viticulteurs s'engagent dans une démarche de mise en tourisme,
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés

Sites touristiques et lieux d'information touristique

Régimes d'aide	<p>Si l'opération entre dans le champ des aides d'Etat, application du régime d'aide le plus adapté</p> <ul style="list-style-type: none"> • régime d'aides n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> • régime d'aides n° SA.39252 relatif aux aides en faveur des aides à finalité régionale <p>ou</p> <p>à défaut, régime de De minimis ou régime notifié, conformément au règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)</p>
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser un accueil touristique de qualité à l'échelle de destinations pertinentes - Maintenir et créer des emplois non délocalisables - Renforcer l'attractivité des sites patrimoniaux naturels et culturels en misant sur la qualité, l'innovation, la diversification des activités et des produits
Pré-requis	<ul style="list-style-type: none"> • Associer la Direction du Tourisme du Conseil régional en amont de la définition du projet (et le cas échéant, Direction de la Culture)
Contenu	<p><u>Pour les sites touristiques (lieux de visite, espaces naturels, et sites de loisirs de plein air) :</u> Etudes stratégiques et de faisabilité, aménagements et investissements pour l'accueil des clientèles touristiques et la qualité des prestations, scénographie, outils de médiation, outils de communication</p> <p><u>Pour les lieux d'information touristique :</u> Etudes stratégiques, aménagements de locaux, développement de supports de communication et acquisition de matériels numériques</p>
Maîtres d'ouvrage	<p>Sites touristiques : EPCI, PETR, Syndicats de pays, propriétaires privés, associations, communes</p> <p>Lieux d'information touristique : EPCI, PETR, Office de tourisme, EPIC, association</p>
Financement régional	<p>25 % pour les investissements 50 % pour les études stratégiques et la communication</p> <ul style="list-style-type: none"> • Subvention minimum 2 000 € • Dans le cas d'un projet porté par une structure privée, l'aide régionale est définie au cas par cas, dans le respect des règles européennes en matière d'aides d'Etat, et plafonnée à 30 000 €. • Le plafond d'aide régionale peut être porté, exceptionnellement, à 100 000 € dans le cas d'un projet au rayonnement avéré. <p>Pour les projets publics :</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. ❖ possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)



Modalités	<p><u>Pour les sites touristiques (lieux de visite et de plein air) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Etude de faisabilité économique et touristique pour tout projet de création - Labellisation « accueil vélo » obligatoire pour les sites situés à moins de 5 km d'un itinéraire touristique cyclable balisé <p><u>Pour les lieux d'information touristique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Mutualisation des structures d'accueil et d'information touristique à l'échelle d'une destination touristique reconnue (présentation de la stratégie commune et de la mutualisation des moyens) - Classement national (après l'opération) - Sur les outils et supports de communication, la Région se prononcera au cas par cas sur présentation des opérations en amont <p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette énergétique B ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux - Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés

B1 : Services à la population

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

- Poursuivre le Contrat Local de Santé (CLS) pour l'organisation de l'accès aux soins
- Mailler en matière d'offre de services, en particulier sur les pôles intermédiaires et de proximité

La ville de Vendôme concentre des équipements structurants pour le Vendômois : hôpital, clinique, cinéma, salle de spectacles du Minotaure, avec en appui deux pôles intermédiaires, Montoire et Mondoubleau, et une quinzaine de pôles de proximité.

Le Pays Vendômois est fortement investi dans les questions de santé, ce qui se traduit notamment par la mise en œuvre prévue en juin 2019 d'un deuxième Contrat Local de Santé.

Un des problèmes principaux est la faiblesse de la démographie médicale. Le deuxième CLS vise à expérimenter de nouvelles solutions et à mutualiser les réponses pour répondre au mieux aux besoins constatés sur le terrain.

Suite à la démission de l'animatrice à mi-temps du CLS le 31 mai 2017, une nouvelle animatrice à temps complet a été recrutée le 03 septembre 2018.

Le Pays Vendômois est aussi un territoire vieillissant, ce qui amène les professionnels de la santé à s'investir dans des actions favorisant le « bien vieillir ».

Dans ce cadre, le Pays Vendômois a initié un projet d'accompagnement avec le Centre de Formation du Domaine de Chaumont pour la réalisation de 4 jardins de soins dans 4 structures médicalisées.

Il souhaite poursuivre son action auprès d'autres EHPAD ou structures accueillant des personnes souffrant de handicap, en proposant en 2020/2021 une formation décentralisée sur le territoire pour l'animation des jardins de soins.

La réalisation et l'animation d'un jardin de soins, approche non médicamenteuse, apporte des bénéfices thérapeutiques certains, à la fois pour le bien-être mental et la santé physique des résidents, mais aussi des équipes professionnelles et des familles.

La création d'une MSP Universitaire à Vendôme est engagée, tout comme l'extension de la MSP de St-Amand Longpré.

Les structures petite-enfance de l'agglomération Vendômoise concentrent 80% de l'offre existante. La commune de la Ville aux Clercs a en projet la construction en paille d'un pôle enfance, associant crèche et halte- garderie.

Une analyse des besoins sociaux en Vendômois a été réalisée par l'Observatoire des Territoires et présentée aux élus en décembre 2018.

AXE B1 : Services à la population	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Mesure N°15 : MSP et autres structures d'exercices regroupés	557 00 €	557 000 €	
Mesure N°15.1 : Projets locaux de santé	155 000 €	62 500 €	92 500 €
Mesure N°19 : Structure d'accueil petite-enfance	0 €	0 €	
Mesure N°20 : Accueil extrascolaire et locaux jeunes	240 000 €	240 000 €	
Mesure N°21 : Soutien au commerce de proximité	0 €	0 €	
TOTAL	952 000 €	859 500 €	92 500 €

PROJETS REALISES NON IDENTIFIES :

Mesure 15.1

Etude Jardin de soin : Accompagnement par le Centre de Formation du Domaine de Chaumont de trois structures médicalisées pour la création de quatre jardins de soins, en lien avec la stratégie des établissements.

Maîtres d'ouvrages : Pays Vendômois

Montant éligible du projet : 12 500 €

Subvention Région : 7 500 €

Echéancier (démarrage des travaux) : 2016/2017

Jardins de soin : Réalisation de jardins thérapeutiques, « le soigné devenant soignant ».

3 jardins de soin sur 4 réalisés, avec le soutien du Centre de Formation de Chaumont (EHPAD de Savigny, ESAT de Mondoubleau (situé à Cormenon) et hôpital de Vendôme/Montoire (site de Montoire) et une réflexion collective en cours pour mettre en place une formation décentralisée en 2020/2021.

Maîtres d'ouvrages : EHPAD, association, hôpital

Montants éligibles des projets (cumulés) : 93 750 €

Subventions Région (cumulées) : 37 500 €

Echéancier (démarrage des travaux) : 2017/2019

Animation du CLS du Pays Vendômois : Présence de l'animatrice à mi-temps d'octobre 2016 et jusqu'à mai 2017, puis recrutement d'une nouvelle animatrice à temps plein en septembre 2018 pour la signature du deuxième CLS en juin 2019.

Maître d'ouvrage : Pays Vendômois (mission confiée au CIAS)

Montant éligible du projet d'octobre 2016 à mai 2017 : 75 000 €

Subvention Région (période d'octobre 2016 à mai 2017) : 37 500 €

Echéancier (démarrage des travaux) : 2016 jusqu'au 31/05/17 : animatrice à mi-temps puis septembre 2018 à octobre 2019 : animatrice à temps complet

PROJETS IDENTIFIES AU BMP :

Mesure 15.1

Poursuite de l'animation du CLS du Pays Vendômois : Poursuite du soutien au poste d'animatrice à temps plein pour la mise en œuvre du 2^{ème} CLS de mai 2019 à mai 2022.

Maître d'ouvrage : Pays Vendômois (mission confiée au CIAS)

Montant estimatif du projet : 95 000 €

Echéancier (démarrage des travaux) : novembre 2019 à mai 2022

Jardin de soin de l'hôpital de Vendôme : Réalisation d'un jardin thérapeutique dans le patio de l'hôpital de Vendôme, pour répondre à la stratégie « encore + de vie » du service des soins palliatifs à l'intention des personnes malades et de leurs proches, et gérer la vie jusqu'à la fin et non la fin de vie. Ce futur jardin de soin a pour objectif d'être l'un des lieux de recherche du Domaine de Chaumont. Son entretien se fera en lien avec des ateliers destinés aux résidents du site de la Varenne.

Maître d'ouvrage : Association de l'hôpital de Vendôme

Montant estimatif du projet : 62 500 €

Echéancier (démarrage des travaux) : 2019

Mesure 15

Création de la MSP Universitaire de Vendôme : Accueil d'une quinzaine de nouveaux professionnels aux côtés des 8 présents aujourd'hui, dans un nouveau bâtiment biosourcé de 1 000m² comprenant une trentaine de bureaux dont 9 cabinets médicaux plus un logement. La MSP se situe dans le quartier vécu des Rottes.

Maître d'ouvrage : Communauté d'agglomération Territoires Vendômois

Montant estimatif du projet : 2 060 000 €

Echéancier (démarrage des travaux) : 2019/2020

Extension de la MSP de St-Amand Longpré : Actuellement 19 professionnels de santé sont en exercice et une extension est nécessaire pour l'accueil de nouveaux médecins et spécialistes.

Maître d'ouvrage : Communauté d'agglomération Territoires Vendômois

Montant estimatif du projet : 580 000 €

Echéancier (démarrage des travaux) : 2019/2020

PROJET PRESSENTI AU BMP :

Mesure 20

CLSH de la Ville aux Clercs : Construction d'un bâtiment neuf en bois/paille.

Maître d'ouvrage : CLSH de la Ville aux Clercs

Montant estimatif du projet : 800 000 €


Echéancier (démarrage des travaux) : Appels d'offres prévus début 2019

CPTS du Vendômois : Soutien au démarrage

Maître d'ouvrage : CPTS du Vendômois à créer

Aide forfaitaire : 20 000 €

***Maisons de Santé Pluridisciplinaires
Et autres structures d'exercice regroupé***

Sens de l'action régionale	<p>En application d'un des volets du Plan Santé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réduire la fracture médicale en : <ul style="list-style-type: none"> - renforçant l'attractivité du territoire régional vis-à-vis des professionnels de santé et notamment les jeunes - améliorant le parcours de soins du patient en favorisant les actions de prévention et de promotion de la santé • Accompagner les mutations en matière de pratique médicale
Pré-requis inscrits au cahier des charges du CPER 2015-2020	<p>Associer les services de la Région, du SGAR et de l'ARS en amont de l'élaboration du projet immobilier, notamment dans le cadre d'une réunion de présentation du projet en présence notamment des professionnels engagés dans le projet de santé</p>
Contenu	<p>L'ensemble des projets éligibles au cahier des charges du CPER 2015-2020, et à ses éventuelles modifications.</p>
Maitres d'ouvrage	<p>Collectivités territoriales et leurs délégataires, établissements publics, Organismes gestionnaires de HLM ou autre établissement public de santé (hôpitaux locaux).</p>
Financement régional 	<p>Les taux d'intervention et plafonds de subvention sont ceux indiqués dans le cahier des charges du CPER.</p> <p>Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)

Modalités

Communes à l'ensemble des structures d'exercices regroupés

- CONTRIBUTION AU MAILLAGE : Localisation en zone carencée ou au bénéfice d'une zone carencée
- DEFINITION D'OBJECTIFS ET D' ACTIONS EN MATIERE D'EXERCICE COORDONNE ET DE PREVENTION SANTE, formalisées pour l'ensemble des structures hors Centres de Santé, dans le cadre d'un PROJET DE SANTE, signé des professionnels engagés, mettant en avant les conditions de mutualisation et les attendus du regroupement en termes d'attractivité de la structure et d'amélioration de la prise en charge des patients. Ce projet de Santé ou équivalent est soumis pour avis à l'ARS.
- RESPECT DES MODALITES DU CPER relatives aux locaux (exemples : salle de réunion, salles d'attente partagées, loyer conforme au prix du marché, dispositions de remboursement en cas de revente, conditionnalités en cas d'acquisition d'un cabinet existant...)

Pour tout projet immobilier

- L'aide régionale pour les projets de **réhabilitation** de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette énergétique B ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la **classe énergétique C après travaux**
- Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées

Indicateurs d'évaluation

- Nb d'emplois créés
- Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées
- Nb d'Ha artificialisés
- Nombre de nouveaux professionnels installés, par profession de santé

« Projets locaux de santé »

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Réduire la fracture médicale en : <ul style="list-style-type: none"> - renforçant l'attractivité du territoire régional vis-à-vis des professionnels de santé et notamment les jeunes - améliorant l'accès aux soins - améliorant le parcours de soins du patient en favorisant les actions de prévention et de promotion de la santé • Accompagner la mutation en matière de pratiques médicales
Pré-requis	<ul style="list-style-type: none"> • Associer la Direction de l'Aménagement du Territoire du Conseil régional en amont (notamment validation du cahier des charges du CLS et association au choix du prestataire, validation en amont par la Région du budget prévisionnel de la structure d'accueil du médecin salarié).
Contenu	<p>1/ Création d'un poste d'animateur du Contrat local de santé</p> <p>2/ Aide au démarrage pour une Communauté professionnelle territoriale de Santé (CPTS)</p> <p>3/ Actions de communication, visant à promouvoir la santé et l'attractivité du territoire régional</p> <p>4/ Expérimentation d'un fonds d'amorçage pour encourager les projets d'installation salariée portée par des communes ou des EPCI</p> <p>5/ Financements d'opérations collectives et de prévention autour de :</p> <ul style="list-style-type: none"> -une journée de sensibilisation et d'information aux jardins de soin pour aider les établissements à décider de s'investir sur ce type de projet et à en définir l'envergure. -des journées de formation, adaptées aux attentes des professionnels du territoire qui auront lieu dans le Vendômois. -une aide à la conception des jardins (frais d'ingénierie) et une aide financière pour la réalisation du jardin (investissements pour des espaces extérieurs de structures médicalisées), sur dossier.
Maitres d'ouvrage	Collectivité territoriale, EPCI, PETR, Syndicat de Pays, établissement public de santé (hôpitaux locaux), EHPAD, structure médicalisée, associations, structure porteuse d'une CPTS
Financement régional	<p>1/ Financement à 30% sur la durée du Contrat Local de Santé et son élaboration</p> <p>2/ Forfait de 20 000 € pour l'année de démarrage de la CPTS</p> <p>3/ Taux de 30%</p> <p>4/ taux de 25% du reste à charge pour le porteur de projet (plafond de 50 000 €, sur la base du salaire moyen d'un médecin généraliste en début de carrière). La mesure porte sur les 2 premières années de l'expérimentation.</p> <p>5/ Opérations collectives :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 80% maximum pour les prestations d'ingénierie (la Région déterminera au cas par cas au vu du dossier) - 40% investissement <p>Subvention minimum 2 000 €</p>
Modalités	<p>1/ Co-financement sous réserve du financement de l'Agence Régionale de Santé (ARS)</p> <p>2/ Validation de la CPTS par l'ARS</p> <p>3 / Les opérations devront s'inscrire dans le Contrat Local de santé. Il ne peut s'agir du financement de missions pré-existantes ou de missions classiques de la structure support.</p> <p>4/ l'expérimentation ne concerne que les territoires carencés et dans lesquels un CLS a permis de constater l'insuffisance de l'offre libérale, notamment pour s'engager dans un projet d'exercice regroupé.</p>
Indicateurs d'évaluation	<p>Nombre d'emplois créés</p> <p>Nombre de professionnels adhérant à la CPTS</p> <p>Nombre d'opérations collectives engagées</p> <p>Nombre de jardins de soins</p> <p>Nombre de structures participantes</p>

Structures d'accueil petite enfance (0-3 ans)

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Permettre aux habitants de disposer des services de base - Faciliter l'égalité d'accès à l'emploi des parents (femme, homme) - Contribuer au lien social - Offrir aux parents le choix entre différents modes de garde quelle que soit la situation géographique (ville ou zone rurale) - Répondre aux besoins de familles ayant des contraintes spécifiques (situation de travail précaire, parents ayant des horaires de travail atypiques, parents d'enfants présentant un handicap, familles monoparentales, ...)
Contenu	<p>Création / aménagement/ réhabilitation de crèches collectives, Structures multi accueil micro-crèche, halte-garderie, Relais Assistantes maternelles (RAM)</p> <p>Ces équipements peuvent être gérés par une collectivité locale, une association (avec le soutien de financements publics), une entreprise privée.</p>
Maîtres d'ouvrage	EPCI, Communes, associations
Financement régional	<p>Dépenses éligibles :</p> <p><u>Investissement</u> : Etudes, acquisition foncière et immobilière, travaux de construction et de réhabilitation de bâtiments, aménagements intérieurs, mobilier et équipements (lié à la création de places)</p> <p>Taux de subvention :</p> <p><u>Investissement</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 30% pour les projets permettant la création de places nouvelles - 20% pour les projets permettant le maintien de places existantes - Bonification de 10 points (non cumulative) pour les structures : <ul style="list-style-type: none"> • dont la gestion est assurée par une association (soutien à l'ESS) • disposant de personnels dédiés à l'accueil d'enfants handicapés • disposant d'une offre de services pour les parents en horaires de travail atypiques (avant 7h00, après 19h00, week-ends, jours fériés); • dont l'organisation du service permet l'accueil des enfants de parents en insertion ou en formation professionnelle (places réservées, partenariat avec un organisme de formation ou des structures d'insertion...); • en gestion écoresponsable (label « écolo-crèche » ou démarche « éco-crèche » ou équivalent) <p>Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour les projets publics : <ul style="list-style-type: none"> ❖ Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. ❖ possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)




Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - Avis de la CAF - Pour la bonification gestion écoresponsable : présentation de la démarche et attestation de label ecolocrèche ou équivalent <p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette énergétique B ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux - Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Nombre de places de garde créées • Nombre de places de garde maintenues • Nombre de places pour les enfants handicapés

Accueil extrascolaire et locaux jeunes

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Permettre aux habitants de disposer des services de base - Faciliter l'égalité d'accès à l'emploi des parents (femme, homme) - Contribuer au lien social - Offrir des activités de loisirs aux jeunes
Contenu	Création / aménagement de locaux d'animation et d'accueil pour les jeunes, d'accueil de loisirs sans hébergement (ALSH), de locaux dédiés à l'accueil périscolaire
Maîtres d'ouvrage	EPCI, communes, associations
Financement régional	<p>Dépenses éligibles : Etudes, acquisition foncière et immobilière, travaux de construction et de réhabilitation de bâtiments, aménagements intérieurs, mobilier</p> <p>Taux de subvention : 20% pour les projets permettant le maintien d'un service 30% pour les projets permettant la création d'un service Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. <ul style="list-style-type: none"> • Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - Pour l'accueil périscolaire, il doit prendre place dans un bâtiment dédié ou dans une partie du bâtiment clairement identifiable et spécifiquement dédié - Avis de la CAF <p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette énergétique B ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la - Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Nombre de places créées en ALSH • Nombre de places maintenues en ALSH

Soutien au commerce de proximité

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Permettre aux habitants de disposer des services de base - Maintenir des emplois non délocalisables - Contribuer au lien social
Pré-requis inscrits au SRDEII	<ul style="list-style-type: none"> • Disposer d'un projet local de développement économique durable à l'échelle de l'intercommunalité, ou d'un groupement d'intercommunalités, en cohérence avec le SCOT, approuvé ou actualisé depuis moins de 6 ans • Disposer d'une ingénierie (internalisée ou externalisée) pour le mettre en œuvre • Avoir signé une convention de partenariat économique entre la Région et l'EPCI compétent ou un groupement d'EPCI (PETR par exemple)
Contenu	<p>En cas de carence de l'initiative privée :</p> <p>Acquisition, réhabilitation, construction, équipement de commerce de proximité en vue de maintenir ou recréer un commerce</p>
Maîtres d'ouvrage	<p>Communes ou leurs groupements</p> <p>Associations</p>
Financement régional 	<p>30% de la dépense</p> <p>40% dans le cas d'une épicerie sociale ou d'un café associatif</p> <p>Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • Pour les projets publics, possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> o système de chauffage utilisant majoritairement le bois, o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)
Modalités	<p>Avis de la chambre consulaire sur la viabilité économique et l'absence de concurrence avec des entreprises existantes</p> <p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette énergétique B ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux - Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant à minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an

Axe B2 : Développement de l'accès à la culture

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Consolider l'offre culturelle et favoriser des projets de coopération et de maillage du territoire.

La ville de Vendôme concentre l'offre et les équipements culturels du Vendômois. Cependant, la commune de St-Agil, signataire d'un PACT (Projet Artistique et Culturel de Territoire) a réalisé la réhabilitation de la grange pour accueillir des spectacles vivants et des répétitions de spectacles toute l'année, y compris en hiver. Territoires Vendômois, gestionnaire du Manoir de la Possonnière depuis le 1^{er} janvier 2017, souhaite revoir la conception du jardin en créant une ambiance évoquant les jardins d'époque et les principes de la Renaissance.

Le quartier Rochambeau de Vendôme accueille depuis peu une résidence de cinéma d'animation avec CICLIC qui développe un projet de « cluster », Vendôme étant identifié comme l'un des trois sites de la région concerné.

Vendôme développe une image « Ville d'eau et d'histoire ».

La mutualisation des acteurs reste une priorité.

Par ailleurs, la ville de Vendôme prévoit de réinstaller le pôle danse dans des locaux plus adaptés.

AXE B2 : Développement de l'accès à la culture	Crédits réservés	Investissmt	Foncntnt.
Mesure 16 : Salle support d'une programmation culturelle	68 200 €	68 200 €	
Mesure 17 : Lecture publique	62 500	62500 €	
Mesure 18 : Equipements liés à l'enseignement artistique	135 000 €	135 000 €	
TOTAL	265 700 €	265 700 €	

PROJET REALISE NON IDENTIFIE AVANT BMP :

Mesure 16

Grange de St-Agil : Isoler le bâtiment et améliorer l'accueil du public et des artistes, afin que la Grange soit ouverte toute l'année.

Maître d'ouvrage : Couëtron au Perche

Montant éligible du projet : 227 579€

Subvention Région : 68 200€

Echéancier (démarrage des travaux) : 2018

PROJET PRESSENTI AU BMP :

Mesure 17

Bibliothèque de St-Amand Longpré : Compléter le maillage du territoire de l'agglomération en ouvrant une bibliothèque/ médiathèque à Saint-Amand Longpré

Maître d'ouvrage : St-Amand Longpré ou Territoires Vendômois

Montant estimatif du projet : 208 350€

Echéancier (démarrage des travaux) : 2019/2020

PROJET IDENTIFIE NON REALISE AVANT BMP

Mesure 18

Création d'un pôle danse

Maître d'ouvrage : Ville de Vendôme

Montant estimatif du projet : 540 300€

Contenu : La Communauté du Pays de Vendôme a lancé la réhabilitation d'une ancienne friche industrielle qui accueillera au terme de ce programme, des ateliers de type artisanal en rez-de-chaussée et au 1er étage et un local d'archives au sous-sol. Le financement régional portera sur le 2^{ème} étage et l'aménagement de 3 studios de danse, permettant de regrouper l'activité dans un seul et même lieu sur Vendôme, et sur un terrain situé en limite du quartier prioritaire des Rottes et donc au sein de son « quartier vécu ».

Avancement du projet : études MOÉ en cours

Echéancier (démarrage des travaux) : fin 2015 (date anticipée validée)

Création d'un pôle danse

Maître d'ouvrage : Vendôme

Montant estimatif du projet : 450 000€

Contenu : Accueillir l'école de danse de Vendôme dans des locaux adaptés en aménageant 3 studios de danse.

Après avoir envisagé un site dans une ancienne friche industrielle, un lieu définitif est en cours de décision en 2019

Echéancier (démarrage des travaux) : 2019/2020

***Salles de spectacles support
d'une programmation culturelle significative***

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer l'offre de diffusion culturelle et artistique pour permettre un meilleur maillage du territoire régional, favoriser l'accès à la culture au plus grand nombre • Développer les équipements adaptés au déploiement des politiques culturelles locales et participant à l'attractivité du territoire • Permettre aux artistes soutenus par la Région Centre de se produire sur le territoire régional
Pré-requis	<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration préalable d'un projet culturel en associant la Direction de la Culture de la Région (formalisation sur la base du formulaire régional) au regard du maillage existant en salles de spectacles accessibles en 30 mn, du planning prévisionnel d'occupation de la salle, du nombre de spectacles professionnels envisagés, du budget artistique prévu ...
Contenu	<p>Création ou amélioration de salles de spectacles Acquisition de matériel scénographique (sonores, éclairage, ...)</p>
Maîtres d'ouvrage	Communes, EPCI, structures privées
Financement régional	<p>Taux de subvention de 30 % Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour les projets publics : <ul style="list-style-type: none"> ❖ Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. ❖ possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> o système de chauffage utilisant majoritairement le bois, o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal) <p>Dans le cas d'un projet porté par une structure privée, l'aide régionale est définie au cas par cas, dans le respect des règles européennes en matière d'aides d'Etat, et plafonnée à 30 000 €.</p> <p>Ce plafond d'aide régionale peut être exceptionnellement porté à 100 000 € si le projet s'inscrit dans une logique de tiers lieux culturels et artistiques tels que la collectivité les définit et répond notamment aux ambitions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'implication financière des collectivités, - L'accueil d'équipes artistiques dans la durée (permanence) ou de manière temporaire (ex : résidence) - Des logiques de coopération, mutualisation, partage du lieu et des compétences entre acteurs, - la programmation ne comporte pas plus d'un tiers des productions des équipes artistiques gérant les lieux.
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - Les projets de construction ou de réhabilitation doivent comporter une analyse acoustique et scénographique - Le projet doit programmer des artistes soutenus par la Région Centre ou qui sont accompagnés par un pôle régional ou structure associée (partenaires de la Région accompagnant les artistes dans leur professionnalisation)

- Le projet devra faire apparaître la mise en place de moyens humains pour assurer la pérennité du projet, qui devront représenter **au minimum un équivalent temps plein**
- Le gestionnaire de la salle s'engage à mettre en place une tarification sociale (notamment en acceptant les chèquiers CLARC)


Pour tout projet immobilier

- L'aide régionale pour les projets de **réhabilitation** de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette B ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la **classe énergétique C après travaux**
- Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées


**Indicateurs
d'évaluation**

- Nb d'emplois créés
- Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées
- Nb d'Ha artificialisés
- Nb de KWh économisés /an
- Nb de GES évités /an

Equipements de lecture publique

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Compléter la couverture régionale en matière de lecture publique pour pallier des carences d'équipements sur certains territoires • Favoriser l'adaptation et la montée en gamme des services rendus pour répondre aux besoins des habitants et à l'évolution des usages • Affirmer le rôle des équipements de lecture publique comme des lieux support d'animation culturelle de proximité
Pré-requis	<ul style="list-style-type: none"> • Association de la Direction de la Culture du Conseil régional en amont de l'élaboration du projet
Contenu	Aménagement de locaux, équipements en mobilier dans le cas de la création d'un équipement nouveau ou d'une extension
Maîtres d'ouvrage	Communes, EPCI
Financement régional 	<p>Taux de subvention de 30 % Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - En cas de création, le porteur de projet devra faire la démonstration de l'opportunité du projet au regard du maillage existant accessible en vingt minutes - Les projets s'inscrivant dans un réseau permettant la mutualisation des moyens financiers, humains, matériels (fonds documentaires) et d'équipements sont privilégiés <p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette B ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux - Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés

***Équipements liés à l'enseignement artistique :
écoles de musique, de danse et d'art dramatique***

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Compléter le maillage du territoire en matière d'enseignement de la musique, de la danse et de l'art dramatique • Améliorer l'offre et son accessibilité sur le territoire régional tout en favorisant un rayonnement intercommunal de l'équipement • Favoriser la mise en réseau de ces équipements culturels sur le territoire
Pré-requis	Association de la Direction de la Culture du Conseil régional en amont de l'élaboration du projet
Contenu	Projets immobiliers et équipements liés à la pratique
Maîtres d'ouvrage	Communes, EPCI, établissements publics
Financement régional 	<p>taux de subvention de 30 % Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • Pour les projets publics, possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)
Modalités	<p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette B ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux - Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an

Axe B3 : Sport

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale*Consolider l'offre sportive*

L'offre d'équipement sportifs reste faible (3,9 équipements pour 1 000 habitants contre 5,9 en Région).

Trois projets sont venus compléter le maillage du territoire de 2016 à 2018 :

.le gymnase de type BEPOS à Montoire

.la reconstruction de la piscine de Vendôme sur les bords du Loir,

.le gymnase en ossature métal et isolation paille de Pezou

Plusieurs projets de plateaux sportifs enrichissent l'offre locale.

AXE B3 : Sport	Crédits réservés	Invest.	Fonct.
Mesure N° 22 : Equipements sportifs et de loisirs	1 420 600 €	1 420 600 €	
Mesure N°22-2 : Equipements nautiques*	0 €	0 €	0 €
TOTAL	1 420 600 €		

PROJET IDENTIFIE AU BMP :

Plateau sportif de Mazangé : Réalisation d'un plateau multisports à côté de l'école et du centre de loisirs

Maitre d'ouvrage : Commune

Montant estimatif des dépenses : 61 000€

Réalisation : 2019

CADRE DE REFERENCE REGIONAL ADAPTE AU BILAN A MI PARCOURS

Equipements sportifs et de loisirs

Sens de l'action régionale	Faciliter les pratiques sportives et de loisirs pour tous, afin de développer le lien social, contribuer à la prévention santé, participer à l'éducation
Pré-requis	Association en amont des services de la Région (Direction des Sports), qui prendront l'attache, le cas échéant, du mouvement sportif
Contenu	<ol style="list-style-type: none"> 1. Création, démolition/reconstruction, hors réhabilitation d'équipements sportifs à partir du bilan à mi-parcours, en fonction des types d'équipements et des besoins par territoire mis en lumière dans le schéma régional des équipements sportifs en cours et le cas échéant dans les schémas des ligues. 2. Equipements de loisirs actifs : patinoires, aires de loisirs, city-stades, skate-park, activités de nature...
Maîtres d'ouvrage	EPCI, communes, associations
Financement régional	<p>Dépenses éligibles : L'ensemble des dépenses liées à la création ou à la réhabilitation de l'équipement sportif : des acquisitions foncières à la livraison de l'équipement.</p> <p>Taux de subvention : 20% Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • Pour les projets publics, possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> o système de chauffage utilisant majoritairement le bois, o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal) <p>Dans le cadre d'un équipement sportif utilisé par les collégiens, la dépense subventionnable est forfaitairement divisée par deux</p> <p>Dans le cas d'un projet porté par une structure privée, l'aide régionale est définie au cas par cas et dans le respect des règles européennes en matière d'aides d'Etat, et plafonnée à 30 000 €.</p> <p>Ce plafond de 30 000 € est porté à 100 000 € dans le cas d'un projet privé au rayonnement avéré.</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - La Région se positionnera sur les opérations envisagées au regard du maillage existant et des besoins identifiés, notamment dans le cadre du diagnostic régional de la pratique sportive et des différents schémas sportifs locaux ou régionaux. - La mixité d'usages de l'équipement sera recherchée : pratiques en club; pratiques scolaires, accès libre <p>Pour tout projet immobilier</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette B ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux. ✓ Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an

CADRE DE REFERENCE REGIONAL

Equipements nautiques

Sens de l'action régionale	<p>Proposer un maillage du territoire régional en équipements nautiques ouverts toute l'année, accessibles en moins de 20 min, et en bon état afin de répondre aux besoins des habitants en matière :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'apprentissage de la natation - de santé / bien-être (bébés nageurs, gymnastique aquatique, rééducation...) - de sport loisirs
Pré-requis	<ul style="list-style-type: none"> • Association en amont des services de la Région (Direction des Sports), qui prendront l'attache, le cas échéant, du mouvement sportif
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en œuvre du Plan piscine régional relatif à la complétude du maillage en équipements nautiques : <ul style="list-style-type: none"> - ouverts toute l'année (couverts, découvrables, bassins nordiques ...) - et dans des secteurs carencés en termes d'équipement nautique couvert (absence d'équipement ou niveau de vétusté compromettant le maintien d'un équipement) • Autres équipements nautiques (vocation tourisme, loisirs, équipement de plein-air)
Financement régional	<p>Maitres d'ouvrage : EPCI, communes</p> <p>Dépenses éligibles : L'ensemble des dépenses liées à la création ou à la réhabilitation de l'équipement sportif : des acquisitions foncières à la livraison de l'équipement.</p> <p>Les SPA et les équipements ludiques sont exclus de la dépense éligible.</p> <p>Taux de subvention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 30% pour les équipements relevant du Plan piscine régional - 20% pour les autres équipements nautiques <p>Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. <ul style="list-style-type: none"> • Pour les projets publics, possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> o système de chauffage utilisant majoritairement le bois, o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)
Modalités	<p>Conditionnalité énergétique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - En construction neuve, l'équipement doit être classé en Etiquette B (<2800 kWep/m² bassin/an) - En réhabilitation, les travaux doivent permettre d'atteindre, après travaux, l'étiquette énergétique C (<4 000 kWep/m² bassin/an) <p>Conditionnalité sociale :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'une tarification sociale - Equipements permettant une mixité d'usage : scolaires, clubs, pratiques libres - Conventionnement avec le lycée le cas échéant pour la mise à disposition le cas échéant de créneaux horaires à l'usage des lycéens - Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an

Axe C1 : Aménagement d'espaces publics

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Réinvestir les centres-bourgs, par des opérations visant à conforter l'animation commerciale, les rencontres et la valorisation du patrimoine.

La ville de Vendôme bénéficie du programme d'action Pôle de centralité pour conduire des projets d'aménagement jugés prioritaires.

Le cadre de vie participe à l'attractivité résidentielle des communes, à l'accueil et au bien-être recherché pour les habitants.

AXE C1 : Aménagement d'espaces publics	Crédits réservés	Investisss	Fonct
Mesure N° 23 : Aménagement d'espaces publics*	1 550 000 €	1 550 000 €	
Mesure N° 23-1 : Requalification de friches urbaines	0 €	0 €	
Mesure N° 23-5 : Revitalisation des centres villes et centres bourgs	0 €	0 €	
TOTAL	1 550 000 €	1 550 000 €	

* dont 644 100 € pour la ville de Vendôme

PROJETS REALISES AVANT BMP MESURE 23

Aménagement d'un espace de convivialité (jeux pour enfants, boulodrome...) Maître d'ouvrage : commune de Bonneveau Coût estimatif : 250 000 € Subvention théorique : 75 000 € (30%) Date de démarrage : 01/03/2016 (date anticipée validée)	Aménagement du cœur de village de Bonneveau avec de nouveaux espaces de convivialité (jeux pour enfants, boulodrome, espace de rencontre). Maître d'ouvrage : Bonneveau Montant éligible : 250 000€ Subvention Région : 75 000€ Réalisation : 2016/2017
Aménagement d'espaces publics sur le quartier Rochambeau Maître d'ouvrage : Ville de Vendôme Coût estimatif : 3,5 M€ Contenu : Aménagement des bords du Loir et de l'esplanade devant le bâtiment Régence incluant un théâtre de verdure (hors parkings) Echéance (démarrage des travaux) : 2016 à 2018	Situé au cœur de la ville de Vendôme, aménagement du quartier patrimonial de Rochambeau à forte identité culturelle : création d'une esplanade, réorganisation des parkings, renaturalisation du site jusqu'en bord de Loir (gamme végétale encrée dans la flore locale en grande partie), cheminement en bord de Loir, nouvelles liaisons pour recréer du lien avec le centre-ville Maître d'ouvrage : Vendôme Montant éligible : 3 050 000 € Réalisation : 2018/2019

PROJETS REALISES NON IDENTIFIES

Réalisation de **3 projets d'espaces publics** : Montoire (en deux phases), Sasnières, Villiers (1^{ère} phase d'aménagement du centre bourg).

Maitres d'ouvrages : Communes

Montants des dépenses éligibles (cumulées) : 1 957 985 €

Subventions Région (cumulées) : 597 300 €

Réalisation : 2017/2018/2019

PROJETS IDENTIFIES AU BMP :

PROJETS PRESENTIS AU BMP

Espaces publics à Villiers, Selommes, Prunay-Cassereau, Arville, La Ville aux Clercs et Villavard : Espaces de convivialité, de jeux, aménagements d'espaces verts avec des gammes végétales adaptées, liaisons piétonnes.

Maitres d'ouvrages : Communes

Montants estimatifs des projets (cumulés) : 300 000 €

Echéancier (démarrage des travaux) : 2019/2021

CADRE DE REFERENCE AVEC ADAPTATIONS

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Contribuer au renforcement du « vivre ensemble » en accompagnant l'aménagement de lieux de vie, de détente, de rencontres - Renforcer l'animation sociale et commerciale des cœurs de villes et villages - Valoriser les abords des espaces générant des flux touristiques
Pré-requis	<p>Le maître d'ouvrage devra avoir recours aux services d'un paysagiste concepteur (quel que soit le statut -libéral ou non- et le cadre de son intervention : AMO, maîtrise d'œuvre, conseil amont des travaux,...) et suivre ses préconisations en matière de qualité urbaine et paysagère, de perméabilité des aménagements, de préservation de la biodiversité, de sobriété énergétique conformément au cahier de recommandations régionales.</p>
Contenu	<p>La Région finance les espaces qui s'inscrivent dans l'une des 3 cibles suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les espaces publics favorisant le lien social : espaces de rencontres, de détente ou de jeux, les jardins publics des espaces centraux. - Les espaces supports d'une animation commerciale : halles ouvertes, terrasses, voies piétonnières commerçantes, places de marché qui seraient dédiées. - Les espaces aux abords de sites à enjeux touristiques : abords des espaces patrimoniaux qui génèrent des flux touristiques, les espaces publics des villages labellisés plus beaux villages de France, les périmètres des secteurs sauvegardés, espaces publics aux abords de la Loire à vélos (5km), sites Unesco, ...
Maîtres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> • Communes • EPCI • Syndicats d'électrification
Financement régional	<p>Dépenses éligibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Traitement minéral des surfaces, en excluant le recours à des matériaux « pastiches ». • Traitement végétal des surfaces • Equipements (mobiliers urbains, stationnements vélo, sanitaires publics intégrés à un projet global...) • Acquisition et démolition en vue de l'aménagement d'un espace public • Enfouissement des réseaux électrique, téléphonique et éclairage public • Honoraires (paysagiste, coordonnateur sécurité,...) • L'espace public pourra inclure : <ul style="list-style-type: none"> ○ des stationnements dans le cas d'un projet global et s'ils représentent une part limitée (moins du tiers de la superficie totale financée) ○ des aménagements liés à des sentiers piétonniers menant à l'espace ou le traversant <p>Taux de subvention : 30% Subvention minimum 2 000 €</p>
Modalités	<p>✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant au minima 5% des heures travaillées</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an

Requalification de friches urbaines

Sens de l'action régionale	<p>En cohérence avec les objectifs du SRADDT :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Maitriser l'étalement urbain afin de : <ul style="list-style-type: none"> - Limiter l'artificialisation des sols - Préserver la trame verte et bleue et les espaces agricoles - Ralentir les émissions de GES par diminution des déplacements - Diminuer les coûts de VRD liés à l'étalement <p>Améliorer la qualité paysagère et architecturale des espaces urbains</p>
Contenu	<ol style="list-style-type: none"> 1. Acquisitions et études préalables 2. Investissements liés au recyclage foncier : <p>La phase de recyclage foncier (proto-aménagement) est définie comme étant celle qui permet de rendre des terrains et immeubles utilisables pour d'autres affectations que celles qui étaient les leurs auparavant. Elle permet au terrain de retrouver une valeur d'usage. Elle inclut les travaux de démolition des superstructures, de fondations, de réseaux divers, le terrassement et le pré-verdissement voire le paysagement des sites concernés par la requalification urbaine, ainsi que les travaux de dépollution des sols et bâtiment (désamiantage...) quand ils ne peuvent être mis à la charge du pollueur (sites orphelins, pollueurs non solvables ou en liquidation ...)</p> <p><i>NB : La phase de recyclage foncier est suivie d'une phase de revalorisation définie comme celle qui permet de redonner aux sites correspondants une nouvelle attractivité vis-à-vis d'investisseurs, d'occupants ou d'utilisateurs. Elle permet au terrain de retrouver une valeur d'échange monétaire, une valeur urbaine.</i></p> <p><i>Son financement régional pourra être le cas échéant étudié selon la nature des investissements au titre des cadres de référence correspondant (ex : zone d'activités économique, espace public, réhabilitation de bâtiments en fonction de la destination finale du bâtiment...).</i></p>
Maitres d'ouvrage	EPCI, communes, délégataires
Financement régional	<p>Taux de subvention : 40 % (ramené à 25% en cas de mobilisation d'autres dispositifs régionaux)</p> <p>Subvention minimum 2 000 €</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Production d'une note sur les scénarios d'évolution du site après « remise à niveau » ✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées

CADRE DE REFERENCE REGIONAL

Revitalisation des centre villes et centre bourgs

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer l'attractivité du centre-ville pour favoriser le lien social et la dynamique touristique le cas échéant Favoriser les démarches globales en faveur de la dynamisation des centres urbains qui renforcent différentes fonctions urbaines (logements, commerces, espaces publics, activités économiques, services au public,...) Accompagner les solutions adaptées au tissu urbain : reconquête du bâti existant, renouvellement urbain,...
Prérequis	<ul style="list-style-type: none"> Disposer d'un programme urbain global et partenarial sur le centre-ville conçu par une ingénierie qualifiée (urbanistes,...)
Contenu	<p>Ingénierie externalisée pour construire un projet urbain global du centre-urbain</p> <p>Reconquête du « foncier » :</p> <ul style="list-style-type: none"> Acquisitions foncières/immobilières destinées à la démolition Démolitions Reconquête de friches (selon le cadre de référence 23-1) <p>Aménagement :</p> <ul style="list-style-type: none"> Aménagement d'espaces publics (selon les modalités du cadre de référence 23) Viabilisation préalable à la construction d'une offre de logements sociaux <p>Renforcement de l'attractivité du bâti existant :</p> <ul style="list-style-type: none"> Acquisition-réhabilitation de logements sociaux (selon les modalités des cadres de référence 24 voire 24-1 acquisition-réhabilitation pour des meublés pour jeunes) Réhabilitation thermique de logements sociaux selon le cadre de référence 27 <p>Dynamisation commerciale</p> <ul style="list-style-type: none"> Intervention publique sur le commerce de proximité (selon cadre de référence 21) ou pour créer des boutiques éphémères Développement d'outils numériques nouveaux et collectifs pour rendre visible l'offre commerciale, artisanale ou alimentaire (mobilisation du dispositif A VOS ID) <p>Solutions alternatives à la voiture (cadre de référence 30-1)</p> <p>Réintroduction d'activités économiques ou sociales</p> <ul style="list-style-type: none"> Expérimentation/lancement de tiers lieux (mobilisation du dispositif A VOS ID)
Maîtres d'ouvrage	Communes, EPCI, SEM, EPFL, Organisme HLM,...
Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> Ingénierie externalisée : 80 % Acquisitions foncières, immobilières : 40 % Viabilisation préalable à la construction d'une offre de logements sociaux : 30 % Subvention minimum 2 000 €
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> Présentation du projet global (note technique et plan) Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> Nb d'emplois créés Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées Nb d'Ha artificialisés

Axe C3 : Habitat/Logement

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Renforcer l'attractivité du parc de logements existants et l'accès des jeunes à un logement ou à un hébergement

L'habitat constitue également une composante de la politique d'accueil et de bien vivre.

La meilleure attractivité du parc de logements existants pour lutter contre la vacance, la précarité énergétique est recherchée afin de répondre aux besoins de la population dans son parcours résidentiel.

Une offre adaptée pour les jeunes est à consolider.

En 2016, après enquête auprès de Terres de Loire Habitat, du groupe 3F et de Loir-et-Cher Logement, une subvention Région de 1 230 000€ a été réservée pour répondre aux intentions formulées. Aucun projet de rénovation de logements sociaux n'a cependant été engagé de mai 2016 à décembre 2018.

Une rencontre avec les bailleurs sociaux s'est tenue le 03 décembre 2018, suivi d'échanges en début d'année, pour faire le point sur les besoins à venir 2019/2022 pour le quartier des Rottes (reporté sur la fiche Contrat de ville 29) et hors quartier des Rottes et les capacités réelles des bailleurs sociaux à intervenir d'ici 2022 au regard de l'impact de la réforme loyers/solidarité, de fait le nombre de projets des bailleurs sociaux est réduit.

AXE C3 : Habitat/Logement	Crédits réservés	Investisss
Mesure N° 24 : Acquisition-Réhabilitation	0 €	0 €
Mesure N°25 : Construction de logements locatifs publics sociaux	227 000 €	227 000 €
Mesure N° 27 : Rénovation thermique du parc public social	116 000 €	116 000 €
Mesure N°28 : Rénovation du parc locatif privé	0 €	0 €
TOTAL	343 000 €	343 000 €

Une enveloppe de 343 000 € est réservée au volet logement.

PROJET REALISE NON IDENTIFIE

MESURE 25

Construction de 10 logements individuels à Mondoubleau (7 PLUS et 3 PLAI) situés avenue Louis Chaumel

Maitre d'ouvrage : Terres de Loire Habitat

Subvention Région : 29 000€

Réalisation : 2016

PROJETS PRESENTIS AU BMP

MESURE 25

Extension de la pension du Lubidet en portant le nombre de chambre de 8 à 14 pour garantir une taille conforme à un bon fonctionnement et répondre aux besoins.

Maître d'ouvrage : SOLIHA

Crédits régionaux estimés : 60 000 €

Acquisition-réhabilitation en vue de la création de logements locatifs publics sociaux

<p>Sens de l'action régionale</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Soutenir la création de nouveaux logements sociaux dans les secteurs les plus tendus en matière de demande locative. - Favoriser l'intervention dans le bâti existant afin de limiter l'étalement urbain - Rendre attractifs des logements potentiellement délaissés, rendus vacants par leur inadaptation à la demande. <p>Sont visés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ les logements économes en énergie ➤ la mixité sociale ➤ l'emploi dans le bâtiment
<p>Contenu</p>	<p>Acquisitions et réhabilitations de logements locatifs sociaux</p>
<p>Maitres d'ouvrage</p>	<p>Communes, EPCI, organismes HLM</p>
<p>Financement régional</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Logement PLUS : Taux de 20 % pour l'acquisition et les travaux de réhabilitation • Logement PLA I : Taux de 30 % pour l'acquisition et les travaux de réhabilitation • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • Le taux de subvention régionale peut être majoré de 10 points en cas de : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (classe énergétique A en rénovation)*, ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles. • Subvention minimum 2 000 €
<p>Modalités</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Financement des logements conditionné à la programmation de l'Etat ou des délégataires ✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées <p>Mixité</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ 20 % de PLA I par programme à partir de 5 logements, avec au moins un PLA I dès deux logements produits ➤ 30 % de PLA I par programme, avec un minimum de 2 PLA I par programme sur communes SRU déficitaires <p>La Région a toutefois la possibilité de déroger sur demande motivée du maitre d'ouvrage pour tenir compte du contexte local.</p> <p>Performance énergétique</p> <p>Atteinte de l'étiquette B avec consommation maximale de 80 kwh/m²/an après travaux à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux.</p>
<p>Indicateurs d'évaluation</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Nombre de logements réhabilités • Nombre de logements en PLUS ou PLA I • Classe énergétique après travaux des logements financés

MAILLAGE URBAIN ET RURAL / LOGEMENT SOCIAL **Susciter une offre nouvelle adaptée aux enjeux du** **développement durable**


24-1

CADRE DE REFERENCE REGIONAL

Acquisition-réhabilitation de logements « temporaires » meublés pour un public jeune

Sens de l'action régionale	<p>Diversifier et renforcer l'offre d'hébergement en direction des jeunes qui peuvent être confrontés dans leur parcours de formation à la problématique de la double voire triple résidence</p> <p>Favoriser l'intervention dans le bâti existant afin de limiter l'étalement urbain</p>
Contenu	<p>Acquisition et réhabilitation de logements locatifs meublés destinés à un public jeune en insertion professionnelle ou sociale</p>
Maitres d'ouvrage	<p>Communes, EPCI</p>
Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> • Taux de 30 % pour l'acquisition et les travaux de réhabilitation • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • Le taux de subvention régionale peut être majoré de 10 points en cas de : <ul style="list-style-type: none"> ◦ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ◦ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (classe énergétique A en rénovation), ◦ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal). • Subvention minimum 2 000 €
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Atteinte de l'étiquette B avec consommation maximale de 80 kwh/m²/an après travaux, à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux ✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Nombre de logements réhabilités • Classe énergétique après travaux des logements financés

Construction de logements locatifs publics sociaux

Sens de l'action régionale	<p>Soutenir la production de nouveaux logements sociaux dans les secteurs les plus tendus en matière de demande locative avec une priorité donnée aux opérations s'inscrivant dans le tissu urbain pour limiter les extensions urbaines. Sont visés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ les logements économes en énergie ➤ la mixité sociale ➤ l'emploi dans le bâtiment
Contenu	<p>Construction de logements locatifs sociaux ou acquisitions en Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA)</p>
Maitre d'ouvrage	<p>Organismes HLM</p>
Financement régional 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Logements très sociaux (PLA I) : forfait de 5 000 € ➤ Logements sociaux (PLUS) : forfait de 2 000 € • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • La subvention régionale peut être doublée en cas de : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal).
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Financement des logements conditionné à la programmation de l'Etat ou des délégataires ✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées <p>Garantir la mixité sociale de programmes en intégrant :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ 20 % de PLA I par programme à partir de 5 logements, avec au moins un PLAI dès deux logements produits ➤ 30 % de PLA I par programme, avec un minimum de 2 PLA I par programme sur communes SRU déficitaires <p>La Région aura la possibilité d'adapter cette règle sur demande motivée du maitre d'ouvrage pour tenir compte du contexte local.</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nombre de logements neufs construits • Nombre de logements en PLUS ou PLA I • Performance énergétique des logements

Aménagement de quartiers d'habitat durable accueillant du logement social (en renouvellement urbain)

Sens de l'action régionale

La Région entend stimuler et accompagner le développement de quartiers d'habitat durable qui doivent préfigurer la ville de demain en articulant l'ensemble des objectifs suivants :

- ✓ Proposer des logements pour tous, participant à la mixité sociale
- ✓ Offrir une mixité de fonctions (habitat, espaces économiques, lieux de loisirs et de détente,...)
- ✓ Proposer des formes urbaines compactes et présentant une diversité et une innovation architecturale
- ✓ Limiter l'usage de l'automobile
- ✓ Encourager des aménagements urbains respectueux de l'environnement et de la biodiversité et favorisant une gestion économe des ressources
- ✓ S'inscrire harmonieusement dans le tissu urbain existant (aménager « un morceau de ville »)
- ✓ Mettre en place une concertation de la population tout au long du processus
- ✓ Optimiser les ressources existantes : humaines, paysagères, historiques

Prérequis

Association de la Direction de l'Aménagement du territoire en amont de l'élaboration du projet

Justification du besoin en logement social

La localisation du quartier :

- reconquête d'une friche urbaine
ou
- dent creuse en centre bourg ou centre-ville
ou
- quartier en proximité immédiate de gares ferroviaires (dans un rayon d'un km autour d'une gare)

Contenu

- ✓ Ingénierie : frais d'AMO, de maîtrise d'œuvre, d'animation de la concertation.
- ✓ Acquisitions foncière et immobilière, dépollution, démolition et aménagement

Maitres d'ouvrage

Collectivités ou aménageurs

Financement régional




- ✓ Ingénierie : 50 % du coût
- ✓ Acquisitions, dépollution, démolition et aménagement : 30 %, au prorata de la surface de foncier du quartier dédiée au logement social (PLAI, PLUS, PSIA)
- ✓ Bonification de 10 points dans le cas du recours à un système de chauffage bois pour l'ensemble des équipements et logements prévus au programme.

Dans la limite de 500 000 € de subvention régionale par opération et sur la base d'un bilan faisant apparaître les recettes issues de la vente du foncier à un prix compatible avec le marché local. Cette aide est cumulée avec le soutien accordé aux organismes HLM s'agissant de la création de logements sociaux.


Modalités	<p>Recours à une équipe pluridisciplinaire réunissant des compétences liées à l'architecture, l'urbanisme et l'environnement (paysage, biodiversité, énergie...). L'association des acteurs du bâtiment (bailleurs, promoteurs,...) est également à rechercher.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une concertation adaptée au contexte et aux habitants est organisée à chaque étape de la vie du projet • La Région s'appuiera sur une grille d'analyse intégrant les critères suivants : <ul style="list-style-type: none"> - mixité sociale et fonctionnelle (part des logements sociaux,...) - qualité urbaine et compacité (densité bâtie,...) - préservation et valorisation de la biodiversité (prise en compte de la TVB, gestion différenciée des espaces publics,...) - encourager l'infiltration des eaux de pluie sur place (revêtements perméables,...) - faciliter le tri des déchets et leur valorisation sur site - inciter le recours aux modes doux de déplacement - garantir la sobriété énergétique (éclairage public économe, conception bioclimatique, développement des ENR, recours à des MBS,...) • Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées • % de logements sociaux, dont PLAI • Densité bâtie • Performance énergétique prévisionnelle moyenne des logements • Linéaire de voies prévues pour les circulations douces

Rénovation thermique du parc public social

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Diminuer l'émission de gaz à effet de serre (diminution fixée dans le PCER à 45 % pour les bâtiments résidentiels d'ici 2020) • Réduire les consommations énergétiques et diminuer la quittance de loyers pour le locataire • Renforcer l'attractivité des logements pour éviter leur désaffectation • Développer l'emploi local dans le secteur du bâtiment et la montée en compétences des métiers de l'acte de construire dans le domaine de l'énergie 	
Contenu	Travaux de rénovation thermique du parc HLM énergivore	
Maitres d'ouvrage	Organismes HLM	
Financement régional 	Montant forfaitaire de base	2 000 € /logement
	<u>Bonifications :</u> Consommation d'énergie inférieure à 80kwh/m²/an Installation d'un poêle à bois Utilisation d'une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.	+ 500 € /log +1000 € /log + 1000 € /log
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> • Les travaux doivent permettre : <ul style="list-style-type: none"> - Atteinte de l'étiquette B avec consommation maximale de 80 kwh/m²/an après travaux, à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux - à défaut un gain de 100 Kwh/m²/an et classe énergétique C après travaux • L'organisme HLM doit justifier d'une baisse d'au moins 10% de la quittance globale dans le cas où le loyer augmente (sont appréciés les évolutions de loyer et de dépenses énergétiques) • Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées 	
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nombre de KWh économisés /an • Nombre de GES évités /an • Nombre de logements rénovés • Pourcentage moyen de diminution de la quittance globale 	

CADRE DE REFERENCE REGIONAL

Rénovation thermique du parc locatif privé

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Diminuer l'émission de gaz à effet de serre (diminution fixée dans le PCER à 45 % pour les bâtiments résidentiels d'ici 2020) • Réduire les consommations énergétiques et maintenir l'attractivité des logements • Diminuer la quittance de loyers pour le locataire • Améliorer la qualité et le confort des logements • Développer l'emploi local dans le secteur du bâtiment et la montée en compétences des métiers de l'acte de construire dans le domaine de l'énergie
Contenu	Accompagnement des dispositifs locaux de type OPAH, PIG,... permettant le financement des travaux de rénovation thermique du <u>parc locatif privé</u> éligible,
Maîtres d'ouvrage	<p>Communes ou leurs groupements dans le cadre d'opérations programmées type OPAH, PIG bénéficiant d'une intervention de l'ANAH.</p> <p>La Région fléchera son intervention sur les travaux engagés <u>par les propriétaires bailleurs</u>.</p>
Financement régional 	<p>Montant forfaitaire de 2 000 € par logement</p> <p>Bonifications cumulatives de 500 € dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Consommation d'énergie inférieure ou égale à 80 kwh/m² • Installation d'un poêle à bois
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> • Logements conventionnés • Les travaux doivent permettre l'atteinte de la classe C après travaux conjuguée à un gain minimum de 100 kwh/m²/an
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de KWh économisés /an • Nombre de GES évités /an • Nombre de logements rénovés • Nombre de logements atteignant l'étiquette B après travaux • Nombre de bâtiments atteignant la classe C après travaux conjugués à un gain de 100 kwh/m²/an

Axe C4 : Rénovation urbaine

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Le Contrat de Ville a été signé notamment par la communauté de communes du Pays de Vendôme et la Région en juillet 2015 en s'appuyant sur le projet de cohésion urbaine et de solidarité du quartier des Rottes.

AXE C4 : Rénovation urbaine	Crédits réservés	Investissement
Mesure N°29 : Rénovation urbaine	675 900 €	675 900 €
Mesure N° 29.1 : Contrat de Ville de Vendôme*	0 €	0 €
TOTAL	675 900 €	675 900 €

*modalités qui s'appliquent sont celles de la mesure 29 après avenant

Réhabilitation des anciens locaux Engie en maison des associations

Maître d'ouvrage : Ville de Vendôme

Montant estimatif du projet : 558 333,32€

Contenu : Réaménagement d'anciens locaux appartenant auparavant à Engie pour y accueillir 76 associations vendômoises.

Avancement du projet : travaux vont bientôt débiter

Echéancier (démarrage des travaux) : 2016

Réalisé sans demande de subvention Région

Mise à disposition des anciens locaux d'Engie auprès de plusieurs associations dès 2017, sans atteindre la performance énergétique demandée par la Région et donc sans demande de subvention

PROJET IDENTIFIE REVU AU BMP :

Mesure 29

Requalification des espaces publics des îlots Anatole FRANCE, Edouard BRANLY et Charles PEGUY

Maître d'ouvrage : Ville de Vendôme

Montant estimatif du projet : 510 757€

Contenu : Ces trois îlots sont situés au cœur du quartier prioritaire des Rottes. Les programmes de travaux des espaces publics sont en cours de définition parallèlement aux programmes de réhabilitation thermique des logements prévus par les bailleurs sociaux. Le but est notamment de recréer des espaces de convivialité, travailler sur les circulations piétonne et routière et au final désenclaver le quartier.

Avancement du projet : travaux en cours de définition

Echéancier (démarrage des travaux) : 2017

La ville de Vendôme a modifié ses projets de requalification des espaces publics (abandon du projet d'îlot Edouard Branly vu la démolition de l'immeuble concerné), son calendrier (reporté en septembre 2019) et réduit la dimension des travaux projetés en ne gardant que l'îlot Anatole France. **Maître d'ouvrage :** Vendôme
Montant estimatif : 106 400 €
Réalisation : 2019/2020

PROJETS PRESENTIS AU BMP :

Mesure 29

Rénovation du parc social des Rottes

Maîtres d'ouvrages : Bailleurs sociaux

Crédits régionaux réservés : 644 000€

Echéancier (démarrage des travaux) : selon réunion du 03/12/18 : 2019/2022

Sens de l'action régionale

- Participer à la réduction de la fracture territoriale qui affecte les quartiers urbains cumulant un certain nombre de handicaps en matière de pauvreté, d'accès à l'emploi, à la culture, à la santé ...
- Répondre aux besoins des habitants des quartiers, en articulant le volet urbain des PRU avec le volet humain (accès à l'emploi et à la formation, offre de soins...)
- Inscrire la rénovation urbaine dans une stratégie à l'échelle du bassin de vie (emploi, logement, mobilité, etc.)
- Prendre en compte les principes de l'urbanisme durable dans la recomposition urbaine des quartiers

Pré-requis

- Association en amont du Conseil régional à l'élaboration d'un projet global de recomposition urbaine co-élaboré entre les collectivités, les bailleurs sociaux, les associations, les habitants ... qu'il soit ou non soutenu par l'ANRU
- Association de la Région en amont à la définition de la maquette financière du programme afin de faire valoir les priorités régionales et les modalités d'intervention régionales (cadres de référence quand ils existent)

Contenu

Dans le cadre d'un programme d'aménagement global, que le projet relève du PNRU, du NPNRU, ou d'aucun programme national, la Région finance prioritairement les projets suivants :

- **Les études urbaines**
- **En matière de développement économique :**
 - o Projets immobiliers pour l'accueil d'entreprises (de type couveuses, pépinières), les locaux commerciaux ou de services.
- **En matière d'habitat :**
 - o réhabilitation thermique de logements locatifs sociaux
 - o construction de logements locatifs sociaux, dans une logique de parcours résidentiel et de mixité sociale.

Les projets de résidentialisation et de démolition, moins prioritaires, peuvent être soutenus en fonction du projet global. Concernant les démolitions, sous réserve de la démonstration du besoin (vacance structurelle avérée, obsolescence des logements au regard de la demande, démolition rendue nécessaire dans le cadre du programme d'ensemble de transformation du quartier ...).

- **En matière d'équipements publics :**
 - o La mise en place de structures adaptées pour l'accueil de la petite enfance (pour un accès facilité à l'emploi pour les parents)
 - o Les Maisons de Santé (MSP, centres de santé ...)
 - o Les équipements permettant le développement du lien social et une ouverture du quartier vers la ville (médiathèques, centres culturels, maisons des jeunes, équipements sportifs, centres sociaux...)

Tout projet d'équipement devra démontrer son opportunité au regard du maillage existant.

- **En matière d'aménagements publics :**
 - o Requalification d'espaces propices à la convivialité (places, jardins publics, plaines de jeux...)
 - o Amélioration de la mobilité : transports en commun (aménagements liés à la restructuration de réseaux de bus et à l'amélioration des dessertes) et circulations douces (pistes cyclables, cheminements piétons...).

Par ailleurs, pourront être examinés les projets de restructuration de trames viaires visant la transformation en profondeur du quartier (percements nouveaux, avenues...).

Les programmes de réfection de voirie ne sont pas finançables (hors aménagements

	permettant les modes de déplacements alternatifs à la voiture (réseaux cyclables, cheminements piétonniers ...)
Maitres d'ouvrage	Communes, EPCI, bailleurs sociaux
Financement régional	<p>Subvention minimum 2 000 €.</p> <p>Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.</p> <p>Les modalités de financement sont définies dans les cadres de référence quand ils existent (construction de logements, réhabilitation thermique, équipements publics, pistes cyclables, maisons de santé ...).</p> <p>Dans le cas contraire, elles seront définies au cas par cas selon les projets, dans le cadre du dialogue amont visé en pré-requis.</p> <p>I. <u>Concernant les projets relevant du PNRU et pour lesquels des crédits régionaux restent à engager, la Région intervient selon la convention signée en 2007 entre l'Etat, la Région et l'ANRU et en application de la maquette financière telle que validée.</u></p> <p>II. <u>Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU)</u></p> <p>Selon les modalités définies à la convention Etat/Région/ANRU signées en 2018.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Concernant les quartiers d'intérêt national : selon la maquette élaborée conjointement, et, sauf cas particulier, à concurrence de 25% de l'intervention de l'ANRU - Concernant les quartiers d'intérêt régional : financement à parité avec l'ANRU, conformément au CPER <p>III. <u>Autres quartiers d'habitat social</u></p> <p>La Région se prononcera au cas par cas lors de l'élaboration du programme global, principalement en application de ses cadres de référence.</p>
Modalités	✓ Pour les projets immobiliers : Atteinte de la performance étiquette B, ou à défaut, d'une progression minimale de 100 KWh/m ² /an, et atteinte de l'étiquette C.
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Nombre de logements démolis • Nombre de logements créés • Nombre de logements réhabilités et performance thermique • Nombre de logements résidentialisés

Contrat de Ville de Vendôme

Contexte et Objectifs

La politique de la ville désigne les moyens mis en œuvre pour revaloriser certains quartiers urbains et réduire les inégalités sociales entre territoires. Elle se traduit par un ensemble d'actions relevant de différents domaines, tels que le développement économique et la création d'entreprises, le cadre de vie et l'habitat, la prévention de la délinquance, l'accès à l'éducation, au logement, à la santé, à l'emploi, au développement social et culturel, la lutte contre les discriminations et la jeunesse.

Le Contrat de ville de Vendôme a défini le **quartier des Rottes** comme quartier prioritaire sur la période 2015-2020.

Quartier	Commune	Population	Revenu médian
Les Rottes	Vendôme	3 032	726€

Le Contrat de ville de Vendôme repose sur la création de groupes de travail thématiques spécifiques et la mobilisation de structures existantes, avec une coordination assurée par le service Vivre ensemble, en lien avec les services de l'Etat.

Les échanges ont permis de caractériser la situation du quartier prioritaire des Rottes dans son environnement, et d'identifier collectivement les enjeux du Contrat de ville, socle évolutif des actions pour les cinq années à venir.

Il s'organise autour des 3 thématiques constituant les 3 piliers du Contrat de ville, social, urbain et économique, tels qu'ils figurent dans la circulaire du Premier Ministre du 30 juillet 2014.

Les axes thématiques :

A. Cohésion sociale

La lutte contre les phénomènes d'enclavement est un des axes forts annoncés dans la loi du 21 février 2014 pour une nouvelle politique de la ville. Cette volonté se concentre sur les quartiers dans lesquels on constate à la fois un décrochage des revenus, mais aussi une baisse de la mixité sociale.

1. Education, réussite éducative, jeunesse, petite enfance, accès au sport et à la culture
2. Santé et accès aux soins
3. Tranquillité publique et prévention de la délinquance
4. Participation citoyenne, lien social et vivre ensemble

B. Pilier emploi et développement économique

Compte-tenu des difficultés liées à l'accès à l'emploi et au développement économique dans les quartiers prioritaires, le volet emploi du Contrat de villes constitue une priorité d'action.

Il s'agit de conforter et intégrer les actions du Contrat de Ville dans la stratégie économique de la CPV.

C. Pilier logement, habitat et cadre de vie


Le quartier des Rottes est ouvert sur la ville mais certains équipements ou espaces publics nécessitent à nouveau des améliorations,

	<p align="center">⇒ Enjeux et orientations stratégiques</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Maintenir et renforcer l'attractivité du quartier en poursuivant, les interventions sur les espaces publics, et les équipements devant bénéficier d'adaptation voire de renouvellement ▪ Maintenir et améliorer le parc locatif social du quartier des Rottes que ce soit en éléments de confort, en termes de performance énergétique, en termes d'accessibilité et d'adaptation au vieillissement de la population ▪ Diversifier l'offre de logements dans le secteur d'habitat collectif social des Rottes et produire à l'échelle de la ville et de la Communauté une offre de logements favorisant le parcours résidentiel des ménages ▪ Réaffirmer et renforcer la politique partenariale d'attribution des logements locatifs sociaux et veiller aux équilibres sociaux en observant les évolutions relatives à l'occupation du parc social ▪ Poursuivre les démarches relatives à la gestion urbaine de proximité en y associant les gardiens d'immeubles et les habitants du quartier (arpentages / diagnostics « en marchant »)
--	--

Contenu	<p>Le Contrat de Ville prévoit des actions d'animation, de sensibilisation, d'éducation et de communication menées en partenariat.</p> <p>Au-delà des crédits de droit commun à mobiliser en priorité (emploi, formation, soutien aux associations...), les projets d'investissements seront financés par la Région au regard de ses priorités d'intervention intégrées dans le Contrat de Ville et rappelées ci-dessous, et de ses modalités habituelles d'intervention quand un cadre existe :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Le développement des usages liés au numérique ○ La mise en place de structures adaptées pour l'accueil de la petite enfance ○ Les projets locaux de santé, via des structures d'exercice regroupé (MSP, centres de santé, ...) ○ Le soutien à des actions culturelles et sportives ○ La réhabilitation thermique du parc social ○ Les actions liées à la constitution ou reconstitution de l'offre, ou à l'amélioration de l'habitat (résidentialisation, réhabilitations...) ○ L'aménagement d'espaces et d'équipements publics favorisant le lien social (médiathèques, centres culturels, maisons des jeunes, équipements sportifs, centres sociaux...) ○ L'aménagement des espaces publics, priorité est donnée à la requalification d'espaces propices à la convivialité (places, jardins publics, plaines de jeux...). ○ La mobilité : avec priorité aux transports en commun (aménagements liés à la restructuration de réseaux de bus et à l'amélioration des dessertes) et aux circulations douces (pistes cyclables, cheminements piétonniers). ○ le soutien à la création et au développement d'activités économiques : projets d'immobiliers d'accueil d'entreprises (type couveuses, pépinières), les locaux commerciaux ou de services. ○ les investissements liés à l'insertion par l'activité économique
----------------	---

Maitres d'ouvrage	Ville de Vendôme, CIAS, communauté du Pays de Vendôme, bailleurs sociaux, associations, chambres consulaires...
--------------------------	---

Financement régional	Les besoins n'étant pas estimés au dépôt du bilan, les crédits de l'enveloppe fongible seront prioritairement fléchés vers cette action.
-----------------------------	--

<p>Modalités</p> 	<p>Les modalités d'intervention de la Région sont celles prévues au Contrat de Ville dans le respect des priorités régionales et cadres d'intervention régionaux quand ils existent.</p> <p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte du label BBC rénovation* ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an et classe énergétique C après travaux - Les projets de construction neuve sont des bâtiments basse consommation (respect de la réglementation thermique en vigueur) - La subvention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve peut être majorée de 10% en cas de : <ul style="list-style-type: none"> o Système de chauffage utilisant majoritairement le bois ou la géothermie, o Ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation)*, o Ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles. <p><i>* cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes</i></p>
--	--

Indicateurs d'évaluation	INDICATEURS TRANSVERSAUX	INDICATEURS SPECIFIQUES
	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés • Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Nb de projets bonifiés PCET 	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'opérations réalisées • Nombre de logements démolis • Nombre de logements créés • Nombre de logements résidentialisés • Nombre et catégories d'équipements publics soutenus • Nombre de personnes insérées

Axe C5 : Mobilité durable

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

- Améliorer l'attractivité du réseau de transport du territoire
- Faciliter l'intermodalité
- Accompagner les changements de pratiques

Le soutien à l'organisation de la mobilité ville/campagne et aux nouvelles modalités (ex : co-voiturage) est nécessaire, ainsi que le développement de bornes électriques et l'achat de véhicules électriques ou de participer à la baisse des GES comme inscrit dans le projet TEPCV et la convention Terr'innove avec le soutien d'ERDF.

Il s'agit également de mutualiser les opérations de logistique sur le territoire entre acteurs et de continuer à mettre en œuvre des projets partagés.

Le Contrat de 3ème génération précédent a permis notamment de soutenir le pôle multimodal autour de la gare de Vendôme.

Le territoire active la mesure 30 « Vélo utilitaire », mais sans flécher de crédits faute de projets identifiés.

D'éventuels projets pourront être accompagnés par transfert de crédits.

AXE C5 : Mobilité durable	Crédits réservés	Investissmt	Fonctnt
30-Vélo utilitaire	0 €	0 €	0 €
30-1 : Initiatives locales pour des alternatives à l'utilisation individuelle de la voiture	30 000 €	30 000 €	0 €
30-2 : Accessibilité des bâtiments publics aux personnes à mobilité réduite	15 000 €	15 000 €	
TOTAL	45 000 €	45 000 €	0 €

PROJETS IDENTIFIES AU BMP

Mesure 30.1

Travaux d'accessibilité pour les communes de Faye (mairie et salle du conseil), Lisle (salle des fêtes) et Lignières (mairie)

Maîtres d'ouvrages : Communes

Montants estimatifs des projets (cumulés) : 51 900€

Echéancier (démarrage des travaux) : 2019/2020

CADRE DE REFERENCE REGIONAL

Vélo utilitaire

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Structurer une offre de réseaux de déplacement de proximité à vélo pour constituer une alternative à l'utilisation de la voiture, notamment dans les pôles de centralité - Favoriser le développement d'un usage régulier du vélo dans les déplacements quotidiens en accompagnant l'offre de services - Réduire l'utilisation de la voiture pour les déplacements utilitaires et augmenter la part modale du vélo parmi les différents modes de déplacements
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> - Enquête déplacement, étude d'opportunité et de faisabilité, - Acquisitions foncières, étude de maîtrise d'œuvre et aménagements cyclables en site propre et en site partagé sur voirie - Mobilier, signalétique spécifique, aménagement et équipements pour stationnement sécurisé, - Acquisition de vélos, - Développement de services (vélo stations, maison du vélo, stations de recharge de vélos électriques alimentées en énergie renouvelable etc.) - Supports de communication et de promotion
Maîtres d'ouvrage	Communes, EPCI
Financement régional	40% Subvention minimum 2 000 €
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> ⇒ Présentation d'un projet cartographié d'aménagement cyclable global, à l'échelle communale ou intercommunale, localisant les pôles générateurs de flux, précisant l'existant et les principes d'aménagement retenus (contre-sens, bande ou piste cyclable, zone 30 ...) dans une logique d'intermodalité (connexion à la gare, à la desserte Rémi ...) ⇒ Accord du gestionnaire de voirie s'il n'est pas maître d'ouvrage ⇒ Dans le cas de supports de communication, sous réserve de leur validation en amont par la Direction de la communication ⇒ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Linéaire à vocation utilitaire aménagé

Initiatives locales pour des alternatives à l'utilisation individuelle de la voiture

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Réduire l'utilisation de la voiture individuelle • Augmenter la part modale du covoiturage et de l'auto-partage parmi les différents modes de déplacements • Accompagner les initiatives locales (pédibus, covoiturage spontané, etc.)
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> • Etude stratégique mobilité réalisée un cabinet spécialisé • Etudes de faisabilité de systèmes de déplacements alternatifs • Plate-forme de covoiturage ou d'autopartage • Initiatives liées au transport collectif à traction animale • Actions de communication et de promotion (supports de communication, plateforme, système d'auto-partage...) • Aménagements divers favorisant les alternatives à l'utilisation individuelle de la voiture (acquisitions foncières, étude de maîtrise d'œuvre, équipements, aires dédiées au covoiturage, signalétique, cheminements autres que vélo utilitaire, stations de recharge de vélos électriques alimentées en énergie renouvelable, ...)
Maîtres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> - EPCI/PETR, Syndicat Mixte de Pays, communes - Associations
Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> • Etudes : 80% • Investissements : 40% <p>Subvention minimum 2 000 €</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - La Région se prononcera au cas par cas sur l'éligibilité des projets au vu si besoin d'une étude d'opportunité du projet - Accord du gestionnaire de la voirie s'il n'est pas maître d'ouvrage - Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées <p><u>Communication</u> : Dans le cas de supports de communication, sous réserve de leur validation en amont par la Direction de la communication</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés

CADRE SPECIFIQUE INTRODUIT AU BILAN

Accessibilité des bâtiments publics aux personnes à mobilité réduite

Sens de l'action régionale	Permettre l'accessibilité des bâtiments publics à tous
Contenu	Audit accessibilité et travaux d'aménagement préconisés pour une mise aux normes des bâtiments publics
Maîtres d'ouvrage	Communes de Faye, Lisle et Lignières
Financement régional	Taux de financement : 30%
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> • Production d'un audit accessibilité pour les bâtiments des 4 premières catégories. Seront uniquement pris en compte les travaux réglementaires de mises aux normes préconisés par cet audit accessibilité du bâtiment. • Production d'un programme global de mise en accessibilité du bâtiment et engagement à réaliser la totalité des travaux préconisés. • Réalisation de l'état d'accessibilité de l'ensemble du patrimoine de la collectivité à l'aide du formulaire régional prévu à cet effet pour les bâtiments de 5^{ème} catégorie. • Le maître d'ouvrage devra disposer d'un maître d'œuvre ou à défaut pour les bâtiments de 5^{ème} catégorie d'une liste détaillée de travaux vu par les services de l'Etat. <p>L'installation d'ascenseurs n'est finançable que s'il est démontré que le service ne peut être rendu en réaménageant le rez-de-chaussée.</p>
Indicateurs d'évaluation	<p>INDICATEURS TRANSVERSAUX</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées

PRIORITÉ TRANSVERSALE

ACCOMPAGNER LA TRANSITION ECOLOGIQUE DES TERRITOIRES

Pour contribuer à limiter la hausse des températures moyennes de la planète à 2°, il est nécessaire d'engager les territoires de la Région dans des processus de transition économique, écologique et démocratique.

Il s'agit d'une priorité transversale qui concerne toutes les thématiques, en particulier les questions d'énergie, d'efficacité énergétique, de biodiversité, de préservation des terres agricoles, de mobilisation citoyenne ...

Réussir la transition passe par une compréhension des enjeux et des solutions, par un engagement fort des acteurs publics ainsi que par le soutien aux initiatives citoyennes.

Dans les contrats régionaux de solidarité territoriale, cette transition se décline notamment par :

- Le cadre de référence 30-6 : Soutenir les expérimentations de « territoires en transition »
- La Stratégie Régionale en faveur de la Biodiversité
- Le Plan Climat Energie Régional
- Les initiatives de développement : A VOS ID

Accompagner la transition écologique des territoires	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
30-6 : Soutenir les expérimentations de « territoires en transition »	10 000 €		10 000 €
Axe D : Stratégie Régionale Biodiversité	339 000 €	172 000 €	167 900 €
Axe E : Plan Climat Energie Régional	1 952 500 €	1 855 300 €	97 200 €
A Vos ID		500 000 €	
TOTAL		2 801 500 €* 	

** A ce montant peuvent être ajoutés les 28 000 € réservés précédemment sur la mesure 05-4 : Projet alimentaire de territoire et Système Alimentaire Territorialisé, et les 1 230 000 € réservés pour la mesure 27 « Rénovation thermique du parc public social.*

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

- Prendre en compte le risque d'inondation dans la Vallée du Loir et ses affluents pour aménager des territoires plus résilients
- Maintenir la mosaïque de milieux humides, secteurs prairiaux ponctuels associés au bocage et réseaux des coteaux calcaires

Le Vendômois présente un paysage écologique diversifié, traversé par la Vallée du Loir, en marge de la Beauce, du Perche et de la Gâtine Tourangelle.

Un Contrat de Bassin du Loir Médian et ses affluents a été signé en 2016. Une réflexion sur les zones humides du Vendômois a été réalisée par le CDPNE, en partenariat avec la Chambre d'Agriculture de 2016 à 2018.

Un travail en partenariat Pays, SIERAVL, Chambre d'Agriculture, associations environnementales locales a été mis en place dans la continuité du travail réalisé dans le cadre de la TVB pour soutenir des expérimentations en agroforesterie auprès d'une dizaine d'agriculteurs et de nouvelles pratiques agricoles dans le cadre de la plateforme expérimentale du Boulon.

Des actions d'accompagnement de gestion nouvelle des espaces verts des collectivités dans les cimetières avec le CAUE ont été réalisées, tout comme l'acquisition en commun de matériel adapté.

La replantation en vignes du coteau des Maillettes est un bel exemple de biodiversité et de partenariat public/privé avec l'implication de la ville de Vendôme pour l'application de son PLU.

AXE D : Déclinaison locale de la stratégie régionale pour la biodiversité	Crédits réservés	Investissmt	Fonctnt
31 - Trame Verte et Bleue	305 800 €	155 500 €	150 300 €
32 - Gestion différenciée des espaces publics	34 100 €	16 500 €	17 600 €
33 - Agir pour la biodiversité domestique	0 €	0 €	0 €
34 - Matériels agricoles permettant la pratique favorable à la biodiversité et à l'eau	0 €	0 €	0 €
TOTAL	339 900 €	172 000 €	167 900 €

PROJETS REALISES

Mesure 31

Diagnostic de biodiversité communale

Maître d'ouvrage : Perche Nature

Montant estimatif du projet : 17 775 €

Contenu : Inventaires de biodiversité communale de la commune Villetrun

Avancement du projet : Délibération en attente

Echéancier (démarrage des travaux) : février 2016
(date anticipée validée)

Réalisation de 2 diagnostics de biodiversité communaux à Villetrun et Mazangé

Maître d'ouvrage : Perche Nature

Montant éligible : 35 000€

Subvention Région : 28 000 €

Réalisation : 2016 et 2017

Expérimentation de changements de pratiques agricoles Maître d'ouvrage : Chambre d'Agriculture et AXEREAL <i>La maîtrise d'ouvrage devra être précisée.</i> Montant estimatif du projet : 50 000 € Contenu : Action découlant des réflexions du Contrat de Bassin avec la volonté de concevoir une plateforme commune expérimentale de 5 ha et pluri-annuelle. Avancement du projet : Contacts pris entre la Chambre d'Agriculture et AXEREAL. Echéancier (démarrage des travaux) : septembre 2016	Animation de la plateforme expérimentale sur le Boulon de 5 ha située à Rahart, portée par le SIERAVL et confiée à la Chambre d'Agriculture 41 et à l'APAD Maître d'ouvrage : SIERAVL Montant éligible : 20 000 € Subvention Région : 16 000 € Réalisation : 2017 à 2020
--	--

Diagnostic collectif des zones humides Maître d'ouvrage : CDPNE Montant estimatif du projet : 80 000 € <i>Le coût éligible devra être affiné, les prestations faites pour le compte de soi-même (« régie ») n'étant pas éligibles au financement régional (hors IBC et diagnostics biodiversité d'exploitation agricole)</i> Contenu : Action découlant des réflexions du Contrat de Bassin avec la volonté de repérer les zones humides prioritaires du Vendômois pour des recommandations à inscrire dans les documents d'urbanisme. Avancement du projet : Contacts des différents partenaires en cours Echéancier (démarrage des travaux) : février 2016 <i>(date anticipée validée)</i>	Etude réalisée par le CDPNE Maître d'ouvrage : CDPNE Montant éligible : 72 625 € Subvention Région : 58 100 € Réalisation : 2016 à 2018 avec un volet sensibilisation des agriculteurs complémentaire porté par le Pays Vendômois et confié à la Chambre d'Agriculture Maître d'ouvrage : Pays Vendômois Montant éligible : 12 000 € Subvention Région : 9 600 € Réalisation : 2016 à 2018
---	---

Mesure 32

Expérimentation de gestion alternative dans les cimetières Maître d'ouvrage : Pays Vendômois Montant estimatif du projet : 26 000 € Contenu : Opération collective de sensibilisation et de recherche de solutions adaptée en partenariat avec le CAUE et l'association des Maires de France Avancement du projet : Recherche de communes tests et organisation d'un voyage en Indre et Loire Echéancier (démarrage des travaux) : avril 2016	Diagnostics et préconisations auprès de cinq communes pour un reverdissement des cimetières, accompagné d'un volet juridique. Maître d'ouvrage : Pays Vendômois Montant éligible : 22 000 € Subvention Région : 17 600 € Réalisation : 2016 à 2018
--	--

PROJETS REALISES NON IDENTIFIES AVANT BMP

Mesure 31

Plantation de haies au Coteau des Maillettes à Vendôme :

Dossier réparti sur deux fiches (6 et 31), engagé en décembre 2017

Maître d'ouvrage : Vendôme

Montant éligible : 49 699 €

Subvention Région : 32 900 € (respectivement 5 100 € Action 6 + 27 800 € Action 31)

Contenu : Acquisition foncière et frais de géomètre sur la zone naturelle du Coteau des Maillettes, inscrite dans la TVB du PLU de Vendôme, pour l'implantation du Coteau en vignes

Réalisation : 2017 et 2018

Diagnostic agricole de biodiversité réalisé par l'association Hommes et Territoires avec deux phases : audit avifaune et diagnostic conseil bordures de champs. En attente des préconisations d'investissement pour la suite.

Maitre d'ouvrage : EARL Les Burys Saint Vrain (Mr Damien CHEVALLIER)
Montant des dépenses éligibles : 2 500 €
Subvention Région : 2 000 €
Réalisation : 2018

Etude sur la biodiversité au sein de la filière locale du Trèfle du Perche : analyse par le CDPNE de la flore des prairies utilisées par les éleveurs.

Maitre d'ouvrage : Association des Fromagers Caprins Perche et Loir.

Montant des dépenses éligibles : 8 000 €

Subvention Région : 6 400 €

Réalisation : 2016/2018

Animation du concours général agricole des prairies fleuries en Vendômois, portée par la chambre d'Agriculture 41 et le CDPNE en partenariat.

Mise en avant de bonnes pratiques d'utilisation des prairies naturelles et leur équilibre agro-écologique par quatre éleveurs du Vendômois.

Remise des prix en novembre 2018

Maitre d'ouvrage : Chambre d'Agriculture

Montant des dépenses éligibles : 14 750 €

Subvention Région : 11 800 €

Réalisation : 2017/2018

Maitre d'ouvrage : CDPNE

Montant des dépenses éligibles : 14 750 €

Subventions Région : 11 800 €

Réalisation : 2017/2018

Installation de 3 ruches par commune dans le cadre du projet « Abeille, sentinelle de l'environnement », en partenariat avec l'UNAF. Communes de Sougé, Sasnières et St-Amand Longpré

Maitres d'ouvrages : Communes

Montants des dépenses éligibles cumulées : 43 200 €

Subventions Région : 34 500 €

Réalisation : 2018

Mesure 32

Acquisition d'un désherbeur thermique par la commune de St-Martin des Bois, avec une utilisation mutualisée par six autres communes (Artins, Les Essarts, Les Hayes, St-Jacques des Guérets, Ternay et Trôo)

Maitre d'ouvrage : St-Martin des Bois

Montant des dépenses éligibles : 41 260 €

Subvention Région : 16 500 €

Réalisation : 2018

PROJETS IDENTIFIES AU BMP :

Mesure 31

Projet de plantation d'un verger pédagogique et d'une haie bocagère et mellifère le long d'une ancienne voie ferrée réaménagée en voie douce à Saint-Ouen, avec sensibilisation de la population locale à la biodiversité de la commune

Maitre d'ouvrage : commune de Saint Ouen

Montant des dépenses estimées : 18 000 €

Réalisation : 2019

Réalisation d'un sentier pédagogique biodiversité à Sargé : Restauration de connexions paysagées et écologiques entre la carrière du Rousard de la Mutte, le bourg de Sargé, les zones humides de la Grenne et de la Braye. Ateliers de plantation participatifs, panneau d'accueil à la Mutte, création d'un document de sensibilisation

Maitre d'ouvrage : commune de Sargé

Montant des dépenses estimées : 25 109 €

Réalisation : 2018/2019

PROJETS PRESENTIS AU BMP :

Mesure 31

Mise en œuvre d'une première phase de recommandations d'actions pour assurer les continuités écologiques en centres bourgs des communes de Mondoubleau, Sargé, La Ville aux Clercs, issues du travail de groupes courant 2018 des étudiants de l'INHP d'Angers.

Maitre d'ouvrage : communes

Montant des dépenses estimées (cumulées) : 60 000 €

Réalisation : 2019/2020

Plan d'action « eau/climat » : Accompagnement de deux communes par Perche Nature pour définir des actions ciblées de désimperméabilisation des sols, d'économie en eau des bâtiments publics et des espaces verts

Maitre d'ouvrage : communes ou Perche Nature

Montant des dépenses estimées : 6 750 €

Réalisation : 2020

Investissements sur l'exploitation agricole de Monsieur Chevallier à Rocé suite au diagnostic de biodiversité en cours (replantation de haies mellifères et arbres en bordures de champ).

Montant des dépenses estimées : 20 000 €

Réalisation : 2019/2020

CADRE DE REFERENCE REGIONAL

Trame verte et bleue : études et aménagements

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> Favoriser la circulation des espèces par la structuration d'un réseau de corridors écologiques sur les territoires en cohérence avec le SRCE et les trames vertes et bleues locales Maintenir et développer la biodiversité régionale Favoriser l'appropriation des enjeux de biodiversité
Contenu	<p>Opérations permettant notamment la mise en œuvre de la stratégie et du programme d'actions de la TVB du territoire</p> <ul style="list-style-type: none"> Ingénierie permettant : <ul style="list-style-type: none"> l'élaboration d'études stratégiques l'animation d'un programme d'actions en faveur de la biodiversité ou nécessaire à l'émergence ou à l'accompagnement de projets l'amélioration de la connaissance (exemple : IBC) les études destinées à approfondir formuler des préconisations (ex : diagnostic biodiversité agricole) Aménagements permettant : <ul style="list-style-type: none"> la création, la restauration ou la préservation de corridors écologiques (haies, boisements, arbres isolés, mares, bandes enherbées, plantations agroforestières...) l'accueil d'espèces animales ou végétales : espèces sauvages ou agricoles dont l'accueil favorise la biodiversité du site (nichoirs, équipements pastoraux pour l'entretien des milieux naturels par le pâturage) la sensibilisation des publics via des projets pédagogiques de découverte des milieux, ou via l'aménagement de lieux dédiés (type maison de la nature)
Maîtres d'ouvrage	EPCI, communes, syndicats mixtes, associations, SEM, structure agricole collective, exploitants agricoles, chambre d'agriculture (...)
Financement régional	<p>Subvention minimum 2 000 €</p> <p>Etudes : 80%</p> <p>Animation, communication : 50%</p> <p>Aménagements :</p> <ul style="list-style-type: none"> Exploitants agricoles : 40% (subvention maximum 30 000 € - 2 000 € pour les diagnostics biodiversité dans les exploitations agricoles) Structures agricoles collectives : 50% (subvention maximum de 100 000 €) Communes, EPCI, associations : 80% maximum <p>La subvention maximum est de 30 000 € pour les projets en maîtrise d'ouvrage privée individuelle et de 100 000 € pour les projets en maîtrise d'ouvrage privée collective.</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> Les diagnostics biodiversité d'exploitations agricoles et les IBC peuvent être financés s'ils sont externalisés ou réalisés en régie par une association ou une chambre consulaire maître d'ouvrage Si les actions proposées s'inscrivent dans le périmètre d'un site Natura 2000, celles-ci doivent être conformes aux préconisations du DOCOB. Dans le cas de supports de communication, sous réserve de leur validation en amont par la Direction de la communication du Conseil régional Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'emplois créés Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées Nombre de KWh économisés /an Nombre de GES évités /an Surface (en km²) et linéaire (en km) de corridors écologiques maintenus Surface (en km²) et linéaire (en km) de corridors écologiques créés

Trame verte et Bleue : Gestion alternative des espaces publics

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Réduire l'impact des pratiques des collectivités sur la biodiversité • Améliorer les pratiques de gestion favorables à la biodiversité (exemplarité) • Diminuer la consommation d'intrants sur les espaces publics
Contenu	<p>Acquisition de matériels prioritairement ceux définis dans le cadre du plan de gestion permettant de répondre aux enjeux suivants (liste indicative):</p> <p><u>Economie d'eau</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Arrosage économe : gestion informatisée, - Matériel de récupération des eaux de pluie pour l'arrosage des espaces verts <p><u>Limitation des phytosanitaires</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Techniques alternatives au désherbage chimique (mécanique, thermique) <p><u>Gestion extensive des surfaces enherbées</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - débroussailleuse - animaux (ovin, bovin, caprin)... <p><u>Taille douce de haies</u> Lamier, tête de coupe à couteaux (entretien annuel), fourche à griffes...</p> <p><u>Gestion et recyclage des déchets verts</u> Broyeurs, aménagement de plateforme de compostage</p> <p>Frais d'études : Plan de désherbage communal, plan de gestion différenciée des espaces verts, Objectif Zéro Pesticide</p> <p>Frais de communication auprès de la population portant sur la gestion alternative des espaces publics</p>
Maîtres d'ouvrage	Communes, EPCI, syndicats mixtes et intercommunaux, associations
Financement régional	<p>Subvention minimum 2 000 €</p> <p>Taux d'intervention</p> <p>Matériels, acquisition d'animaux : 40%</p> <p>Etude, frais de communication auprès de la population : 80%</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Volume de pesticides économisé • Volume d'eau économisé • Economies financières générées • Impact sur l'emploi ou sur l'organisation des services

Biodiversité domestique

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Préserver la diversité génétique des espèces domestiques régionales - Pérenniser les races en voie de disparition par la maîtrise de la dérive génétique et de la consanguinité - Valoriser un élément d'identité patrimoniale régionale
Contenu	Actions allant dans le sens de la stabilisation d'une variété ou d'une race à la valorisation économique et pédagogique dans le cadre de démarches individuelles ou collectives : études, frais de communication, matériels, animaux, collecte de semences, vergers conservatoires...
Maîtres d'ouvrage	Exploitants agricoles, structures agricoles collectives, associations, conservatoires, communes, établissements publics
Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> - <u>Etudes, animation, communication</u> : 50% - <u>Investissements</u> <ul style="list-style-type: none"> o 25% : exploitants agricoles individuels, privés Bonification de 10 points pour : <ul style="list-style-type: none"> - nouvel installé depuis moins de 5 ans, - ou exploitants en agriculture biologique, - ou maîtrise d'ouvrage collective (regroupement d'au moins 4 exploitations) ... dans la limite de 40% o 50% : associations, collectivités, établissements publics - La subvention régionale est de 2 000 € minimum et de 30 000 € maximum pour les exploitants agricoles individuels et de 100 000 € maximum pour les structures collectives.
Modalités	Attestation de Certification AB le cas échéant
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés



Trame verte et bleue : Matériels agricoles permettant des pratiques favorables à la biodiversité et à l'eau

Régime d'aide	<p>L'aide régionale aux exploitants agricoles s'inscrit dans :</p> <ul style="list-style-type: none">- Le régime d'exemption « Aides à la protection de l'environnement » <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none">- le régime cadre notifié SA 39618 « aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire » du 19 février 2015
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none">- Réduire l'impact des pratiques agricoles sur la biodiversité et l'eau- Diminuer la consommation d'intrants sur les espaces agricoles
Contenu	<p>Acquisition de matériels permettant de répondre aux enjeux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- <u>Pratiques alternatives à l'utilisation des produits phytosanitaires</u> : matériel de lutte mécanique contre les adventices (bineuses, désherbineuses, herse étrilles, houes rotatives), matériel de lutte thermique (bineuses à gaz, matériels spécifiques pour l'implantation de couverts herbacés « entre rangs »), animaux de trait.- <u>Techniques douces d'entretien des haies et d'éléments arborés</u> : Lamiers, têtes de coupe à couteaux- Protection de la faune : effaroucheurs- <u>Economie d'eau</u> Installation de récupération et stockage des eaux de pluie de toitures pour des usages exclusivement agricoles (abreuvement des animaux, arrosage sous serre...)
Maîtres d'ouvrage	Exploitants agricoles individuels ou structures collectives
Financement régional	<p>25% : exploitants agricoles individuels</p> <ul style="list-style-type: none">- Bonification de 10 points pour :<ul style="list-style-type: none">- nouveaux installés (depuis moins de 5 ans),- ou exploitants en agriculture biologique,- ou structures collectives,... dans la limite de 40% <p>80% : associations</p> <p>La subvention régionale est de 2 000 € minimum et de 30 000 € maximum. Pour les exploitants agricoles individuels et de 100 000 € maximum pour les structures collectives.</p>

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

- Mettre en œuvre le PCET Vendômois

La maîtrise énergétique du territoire est un des enjeux retenus dans le cadre de l'Agenda 21 du Pays Vendômois en 2010.

En février 2015, le Pays Vendômois a validé son PCET autour de deux grands axes de travail : atténuation des émissions de gaz à effet de serre et adaptation des activités et a été retenu territoire lauréat TEPCV par l'Etat.

Dans le prolongement de la première tranche TEPCV, les opérations de réduction des consommations énergétiques de l'éclairage public ont été développées par le remplacement de points lumineux énergivores par une autre technologie, dont le LED.

Il a ensuite signé une convention Terr'Innove avec Engie et avec ERDF concernant la connaissance de la précarité énergétique sur le territoire.

Les deux secteurs les plus consommateurs d'énergie sont le bâtiment et le transport.

L'agriculture est le secteur le plus émetteur de GES.

En décembre 2017, le Pays Vendômois a signé le premier COT de la Région Centre Val de Loire pour développer les énergies renouvelables thermiques.

Il est aussi investi dans la mise en réseau des acteurs de la rénovation énergétique (CMA, ADIL, CAUE, CFA, ville de Vendôme) et a créé la plateforme REV en juillet 2016.

La mise en œuvre de ces projets nécessite des compétences techniques spécifiques qui sont apportées par les CEP à toutes les communes quelles que soient leurs tailles.

Le Pays Vendômois a disposé ainsi d'1,5 CEP sur son territoire de 2016 à août 2018 et d'un animateur Plan Climat à mi-temps jusqu'en juin 2016, remplacé par une animation de la plateforme REV jusqu'en décembre 2019.

De nouvelles missions ont été confiées aux CEP fin 2018 : l'accompagnement des entreprises dans leurs projets d'ENR et des collectivités pour la qualité de l'air dans les écoles (temps financé par les fonds Leader, hors CRST).

En janvier 2019, le Pays Vendômois a été intégré au dispositif expérimental de Contrat de Transition Ecologique (CTE).

AXE E : Déclinaison locale du Plan Climat Energie Régional	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Mesure N° 35 : Plan isolation régional des bâtiments publics	1 153 200 €	1 153 200 €	0 €
Mesure N°35.1 : Forfait Ecb ⁽¹⁾	10 000 €	0 €	10 000 €
Mesure N°35.2 : Bonification climat-énergie ⁽²⁾	439 600 €	439 600 €	0 €
Mesure N°35.3 Eclairage public	199 900 €	199 900 €	0 €
Mesure N°35.6 Véhicules électriques	10 000 €	10 000 €	0 €
Mesure N°36 : Filière Bois énergie (de l'animation à la production et à la transformation)	0 €	0 €	0 €
Mesure N° 36.1 : Animation CEP et PCET	87 200 €	0 €	87 200 €
Mesure N° 36.2 : Actions de sensibilisation Agenda 21 et PCET	2 600 €	0 €	2.600 €
Mesure N° 36.4 : Géothermie sur sonde verticale	50 000 €	50 000 €	0 €
TOTAL	1 952 500 €	1 855 300 €	97 200 €

(1) : Forfait ECh

Une enveloppe de 10 000 € est réservée pour le financement d'un marché régional d'études thermiques visant à accompagner les communes de moins de 1000 habitants dans les choix techniques de travaux d'isolation.

(2) : Bonification énergie-climat

L'enveloppe réservée est destinée à bonifier de 10% les projets de bâtiments dans les cas suivants :

- utilisation d'un système de chauffage au bois
- très faible consommation d'énergie inférieure à la réglementation (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation)
- intégration d'une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal) y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles.

PROJETS REALISES AVANT BMP

Mesure 35

Isolation du Palais des fêtes Maître d'ouvrage : Communauté du Pays de Vendôme Montant estimatif du projet : 1 300 000 € Contenu : Travaux d'isolation Avancement du projet : Projet inscrit dans la seconde tranche des projets TEPCV Echéancier (démarrage des travaux) : Décembre 2016	Projet ayant bénéficié de fonds TEPCV Maître d'ouvrage : CA Territoires Vendômois Montant éligible : 861 433 € Subvention Région : 480 000 € Réalisation : 2016 à 2018
Isolation de l'école de Ternay Maître d'ouvrage : Commune de Ternay Montant estimatif du projet : 120 000 € Contenu : Travaux d'isolation Avancement du projet : Echéancier (démarrage des travaux) : Mars 2016 (date anticipée validée)	Performance énergétique atteinte classe A Maître d'ouvrage : Commune de Ternay Montant éligible : 72 064 € Subvention Région : 43 200 € (dont 7 200 € bonification) Réalisation : 2016/2017

Mesure 36.1

Animation des énergéticiens Maître d'ouvrage : Pays Vendômois Montant estimatif du projet : 300 000 € Contenu : Salaires des 2 énergéticiens Avancement du projet : Renouvellement d'un contrat sur 3 ans nov 2015/nov 2018 Echéancier (démarrage des travaux) : janvier 2016 (date anticipée validée)	Transformation des 2 postes CDD en 2 postes CDI en 2018. 1 CEP et 0,75 CEP/PCET 2016 Arrêt du poste CEP/PCET, remplacé par 1 poste à mi-temps CEP/animation Plateforme REV Maître d'ouvrage : Pays Vendômois Subvention Région : 29 000 € 1.5 CEP 2017 Maître d'ouvrage : Pays Vendômois Subvention Région : 19 200 € 0.25 PCET 2017 Maître d'ouvrage : Pays Vendômois Subvention Région : 2 600 €
---	---

PROJETS REALISES NON IDENTIFIES AVANT BMP :

Mesure 35

10 projets d'isolation de bâtiments publics. Parmi eux, 6 projets ont bénéficié de la bonification régionale. Types de bâtiments publics concernés : mairies, logements communaux, salles des fêtes, salle associative, café associatif.

Maitres d'ouvrages : Communes

Montants des dépenses éligibles cumulés : 430 531 €

Subventions Région : 231 600 € (dont 23 500 € de bonification, 5 MBS, 1 chauffage bois)

Réalisation : 2016 à 2018

Mesure 35.3

24 projets de rénovation d'éclairage public non identifiés réalisés. Projets réalisés selon un cahier des charges spécifique au Pays Vendômois, similaire à celui mis en place pour le dispositif TEPCV.

Continuité assurée depuis 2018 par le SIDELC.

Maitres d'ouvrages : Communes

Montants des dépenses éligibles cumulés : 476 270 €

Subventions Région cumulées: 199 900 €

Réalisation : 2016 à 2018

Mesure 35.6

4 projets non identifiés réalisés. 5 véhicules électriques ont été achetés.

Maitres d'ouvrages : Commune de la Ville aux Clercs, CA Territoires Vendômois, APHP

Montants des dépenses éligibles cumulés : 91 828 €

Subventions Région : 10 000 €

Réalisation : 2016/2017

PROJETS IDENTIFIES AU BMP :

Mesure 35

Halle de Mondoubleau, salle des fêtes de Choue, Mairie de St-Amand Longpré, école de Droué, salle des fêtes de Huisseau en Beauce

Maitres d'ouvrages : Collectivités

Montants estimatifs des dépenses éligibles cumulés : 602 000 €

Réalisation : 2019/2020

Mesure 36.1

Poursuite d'animation en matière de conseil énergétique (0,5 ETP)

Maitre d'ouvrage : Pays Vendômois

Montant estimatif des dépenses : 76 266 €

Réalisation : 2019 à 2021 (année 2018 non financée)

Autres missions du CEP (temps financé par les fonds Leader, hors CRST) 0.5 ETP : accompagnement des entreprises dans leurs projets d'ENR et accompagnement des collectivités pour la qualité de l'air dans les écoles.

PROJETS PRESENTIS AU BMP :

Mesure 35

Maitres d'ouvrages : Logement communal de Boursay, logement communal de Sougé, école de Montoire

Montants estimatifs des dépenses éligibles cumulés : 256 200 €

Réalisation : 2019/2021

Mesure 35,2

Mesure 15 : MSPU : 206 000€ de bonification

Mesure 19 : CLSH La Ville aux Clercs : 80 000€ de bonification

Mesure 35 : 43 700 € de bonification

CADRE DE REFERENCE REGIONAL

Plan isolation régional des bâtiments publics et associatifs

Sens de l'action régionale

- Diminuer de 40% les émissions de GES des bâtiments et leur consommation énergétique (objectif PCER)
- Réduire les consommations énergétiques et les charges de fonctionnement des collectivités et des associations
- Développer l'emploi local dans le secteur du bâtiment et la montée en compétences des métiers de l'acte de construire dans le domaine de l'énergie

Prérequis

Le maître d'ouvrage doit faire réaliser une étude thermique (selon le cahier des charges régional) du bâtiment intégrant une attestation de classe énergétique avant travaux et une attestation de classe prévisionnelle après travaux précisant que le bouquet de travaux retenu par le maître d'ouvrage et effectivement mis en œuvre correspond à la classe énergétique visée

Les collectivités regroupées (EPCI, groupements d'EPCI, syndicat mixte ...) sont encouragées à porter un marché à bons de commande selon le cahier des charges régional afin de faciliter la réalisation de ces prestations, éligibles au financement régional.

Le service d'un Conseil en Energie Partagé permettra d'optimiser le suivi de cette prestation.

Contenu

CHAMPS D'APPLICATION

Tout le patrimoine des collectivités et des associations : école, restaurant scolaire, bâtiments administratifs de la mairie, ateliers municipaux, salle des fêtes, salle associative, équipements sportifs, logement locatif...

DEPENSES ELIGIBLES

- Etude thermique selon cahier des charges régional
- Dépenses d'isolation et de ventilation
- Travaux induits par l'isolation et la ventilation (qui n'auraient pas été nécessaires si les travaux n'avaient pas été réalisés), hormis les éléments de « remise en état / finitions » (peintures, carrelage...).

Concernant les ouvrants (fenêtres, portes, volets...) : PVC exclu.

Maîtres d'ouvrage

EPCI, Communes, Associations

Financement régional

Subvention minimum 2 000 €

50% des dépenses éligibles

Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.

Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) :

- système de chauffage utilisant majoritairement le bois,
- ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),
- ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)

Modalités	<ul style="list-style-type: none"> • Les bâtiments doivent faire l'objet d'une utilisation significative (minimum 50 jours/an) • Les travaux doivent permettre l'atteinte de la classe énergétique B, ou à défaut, progression minimale de 100 Kwh/m²/an conjuguée à l'atteinte de l'étiquette C après travaux • Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées • L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de piscine est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette C (<4000 kWh/m²bassin/an) et pour les projets de construction de piscine à l'atteinte de l'étiquette B (< 2800 kWh/m²bassin/an) • La ventilation étant indissociable d'un projet d'isolation, la Région ne financera les travaux que s'il est prévu une ventilation adaptée des locaux <p>- Systèmes de type CTA (Centrale de Traitement de l'Air) : dans le cas de ces systèmes qui assurent le chauffage et la ventilation, si la part liée à la ventilation ne peut être définie, on considèrera que celle-ci représente 50% du coût total de l'équipement. La subvention portera alors sur cette partie.</p> <p>- Production d'eau chaude thermodynamique couplée à la ventilation : dans le cas de ces systèmes qui assurent la production d'eau chaude et la ventilation, la part liée à la ventilation sera découplée de la part liée à la production d'eau chaude sanitaire (ballon). La subvention portera alors sur la partie liée à la ventilation.</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an



PLAN CLIMAT ÉNERGIE RÉGIONAL

35-3

NON MOBILISABLE APRES BILAN A MI-PARCOURS

Eclairage Public

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none">- Objectif de réduction de la consommation en énergie et d'émission de gaz à effet de serre (- 40 % en 2020) sur le territoire régional exprimé dans le Plan Climat Energie Régional- Suppression et remplacement de matériels énergivores (lampes à vapeur de mercure) et de luminaires de type « boule »- Contribution à la préservation de la trame noire
Prérequis	Réalisation d'un audit « Eclairage Public » comprenant une description des installations et des préconisations d'économies d'énergies (changement de lampe, réducteur de tension/intensité,...) et précisant les préconisations concernant la trame noire
Contenu	<p>Equipements éligibles au Certificat d'Economie d'Energie en vigueur, dans le cadre d'un projet de rénovation globale du réseau d'éclairage (Extension de réseaux exclue)</p> <p><i>Il s'agit de supprimer et remplacer les matériels énergivores, par exemple :</i></p> <ul style="list-style-type: none">- luminaires (dont crosses et mats)- horloges astronomiques- rénovation d'armoire d'éclairage rendue nécessaire par la technologie employée- système de variation de la puissance
Maître d'ouvrage	Commune, EPCI syndicats d'électricité ou d'énergie.
Financement régional	<p>Taux de subvention : 30 %</p> <p>Subvention minimum 2 000 €</p> <p>Bonification de 10 % lorsque le maître d'ouvrage s'engage à une extinction nocturne entre 23 heures et 5 heures du matin.</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none">- Le projet devra permettre de réduire à minima par 2 les consommations d'énergie par rapport à la situation initiale- Le remplacement d'un point lumineux par une solution de même puissance n'est pas éligible- Attestation de justification du respect des préconisations du diagnostic- Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none">• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées• Nb de KWh économisés / an• Nb de GES évités / an• Nombre de points lumineux traités

**« Véhicules électriques »**

Objectifs	<ul style="list-style-type: none">- Favoriser le développement de véhicules électriques de services publics et poursuivre l'acquisition de véhicules électriques à la suite de TEPCV.- Diminuer les GES- Etre exemplaire
Contenu	<p>Soutien à l'acquisition de véhicules de services électriques</p> <ul style="list-style-type: none">• Achat de véhicules électriques
Maîtres d'ouvrage	Collectivités Associations
Financement régional	Forfait 2 000 €
Indicateurs d'évaluation	<p>INDICATEURS TRANSVERSAUX</p> <ul style="list-style-type: none">• Nb de GES évités /an <p>INDICATEURS SPECIFIQUES</p> <ul style="list-style-type: none">• Nombre de véhicules achetés

CADRE DE REFERENCE ADAPTE AU BILAN A MI-PARCOURS

Filière Bois énergie (de la production, à la distribution)

Régime d'aide	<p>L'aide régionale aux exploitants agricoles s'inscrit dans le régime cadre notifié SA 39618 « aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire » du 19 février 2015.</p> <p>L'aide aux entreprises s'inscrit dans le cadre de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • régime d'aides n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME • ou régime d'aides n° SA.39252 relatif aux aides en faveur des aides à finalité régionale • ou à défaut, régime de De minimis ou régime notifié, conformément au règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Structurer les filières bois énergie locales émergentes • Favoriser une gestion durable et concertée de la ressource forestière et bocagère • Stimuler l'émergence de la demande « bois » • Renouveler la ressource bois
Contenu	<p>PRODUCTION : Pour mémoire, biodiversité pour le financement de plantations</p> <p>TRANSFORMATION : matériels permettant de couper, déchiqueter, transformer la matière première pour la production de bois bûche ou bois déchiqueté : lamiers, déchiqueteuses, broyeurs, cribleurs (calibrage), machine à fabriquer des granulés ...</p> <p>STOCKAGE – CONDITIONNEMENT : Dalles/platformes, aires de stockage couvertes, matériels de manutention, ponts bascule, outils spécifiques ou matériels nécessaires pour le séchage, matériels spécifiques pour le conditionnement des plaquettes ou des granulés.</p> <p>DISTRIBUTION : Caissons souffleurs pour le transport et la livraison des produits</p>
Maîtres d'ouvrage	Collectivités, structures collectives agricoles ou forestières (SCIC, CUMA...), exploitants agricoles, entreprises, associations
Financement régional	<p>Les projets seront prioritairement fléchés sur le COT</p> <p>Collectivités, associations : 40% (30 000 € de subvention maximum si l'association est adossée à une unité économique)</p> <p>Exploitants agricoles : 40% - 30 000 € de subvention maximum</p> <p>Entreprises : 35%</p> <p>Structures collectives agricoles ou forestières (SCIC, CUMA...) : 40% - 100 000 € de subvention maximum</p> <p>Subvention minimum 2 000 €</p>
Modalités	<p>Les dispositifs sectoriels seront mobilisés en priorité quand ils existent.</p> <p>Tout demandeur devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> - adhérer aux chartes de qualité concernées : Charte bois bûche, Charte bois déchiquetée, Charte qualité bois énergie ... ; - préciser l'impact environnemental et économique sur le territoire ainsi que les acteurs mobilisés autour de la démarche (structuration de la filière attendue) - transformer, stocker, conditionner, distribuer (selon les cas) uniquement du bois : <ul style="list-style-type: none"> ➢ issus de massifs forestiers ou de bocage de proximité (région Centre-Val de Loire et départements voisins) ➢ et soumis à plan de gestion-Bois certifiés FSC et PEFC (80% à minima du volume traité)
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an



MODIFIÉE AU BILAN A MI-PARCOURS

« Soutien à l'animation CEP ET PCET »

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> • Diminuer de 40% les émissions de GES des bâtiments et leur consommation (objectif PCER) • Réduire les consommations énergétiques et les charges de fonctionnement des collectivités et des associations • Améliorer la qualité et le confort des bâtiments publics pour l'ensemble des usagers • Développer l'emploi local dans le secteur du bâtiment et la montée en compétences des métiers de l'acte de construire dans le domaine de l'énergie • Participer aux réseaux co-animés par l'ADEME et la Région sur les thèmes de la Maîtrise énergétique. • Evaluer les actions
-----------	---

Contenu	<p>Soutien aux frais de salaires et de fonctionnement</p> <ul style="list-style-type: none"> • des CEP sur 1,5 ETP de novembre 2016 à décembre 2017 et 0,5 ETP de janvier 2019 2021 • de l'animateur PCET sur 0.5 ETP en 2016 et 0.25 ETP en 2017
---------	---

Maîtres d'ouvrage	Pays Vendômois
-------------------	----------------

Financement régional	50% animation
----------------------	---------------

Modalités	- Inscription dans les actions du PCET
-----------	--

Indicateurs d'évaluation	INDICATEURS TRANSVERSAUX	INDICATEURS SPECIFIQUES
	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés 	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de dossiers montés • Nombre d'opérations collectives suivies

CADRE DE REFERENCE REGIONAL

Géothermie sur sondes verticales

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> Objectif du SRCAE : diminuer de 40% les émissions de GES des bâtiments en 2020 et porter la part des énergies renouvelables dans la production d'énergie finale régionale à 23% en 2020, (11% en 2014) Réduire les consommations énergétiques et les charges de fonctionnement relatives au chauffage et rafraîchissement du patrimoine des collectivités et des associations Développer l'emploi local, la montée en compétences de la filière géothermie Stimuler la demande « géothermie sur sonde », énergie renouvelable sous exploitée en région Centre-Val de Loire
Prérequis	<p>Réalisation d'une étude thermique simplifiée (selon outil et cahier des charges régional) du bâtiment mesurant les conséquences sur la performance énergétique après travaux (en réhabilitation, atteinte de l'étiquette énergétique B ou à défaut étiquette C conjuguée à un gain de 100 kWh/m²/an).</p> <p><i>Cette étude et attestation de performance, qui peuvent être réalisées par un bureau d'étude thermique ou par un installateur qualifié (exemple : RGE-QualIPAC), devront être vérifiées par le service de conseiller en énergie partagé ou, à défaut, par l'animateur régional géothermie (mission Géoqual).</i></p>
Contenu	<p>BATIMENTS ELIGIBLES : tout type de bâtiments (construction, rénovation ou dans le cadre d'une réfection des équipements de chauffage et/ou rafraîchissement)</p> <p>DEPENSES ELIGIBLES</p> <ul style="list-style-type: none"> Etude thermique simplifiée selon cahier des charges Régional Pompe à chaleur géothermique présentant un COP nominal B0/W35 supérieur à 4 (NF PAC) Sondes géothermiques ou corbeilles géothermiques et matériaux annexes Collecteurs Raccordement à la pompe à chaleur Mise en glycol Emetteurs basse température, dont création du réseau de distribution réversible Matériels d'instrumentation de suivi énergétique
Maîtres d'ouvrage	Communes, EPCI, associations, bailleurs sociaux
Financement régional	50% des dépenses éligibles
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> Dans le cas d'un bâtiment existant, il doit présenter une performance correspondant à la classe énergétique B, ou à défaut, progression minimale de 100 kWh/m²/an conjuguée à l'atteinte de l'étiquette énergétique C après travaux L'installation doit prévoir une instrumentation selon cahier des charges régional
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> Nb de kWh économisés /an Nb de GES évités /an Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées Puissance thermique installée en kwh Longueur de sonde posée en mètres